Vol 15 # 37 • Du 16 au 22 mars 2022

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

GRÈVE MÉDICALE CONTRE LE KIDNAPPING



Voir page 3

Des malades sans médecins depuis la grève lancée par les travailleurs de la santé et des médecins en signe de protestation contre le kidnapping

UN AUTRE GROUPE DE MIGRANTS HAÏTIENS ARRIVE EN FLORIDE



Voir page 3

Environ 150 ressortissants haïtiens ont débarqué à Summerland Key, Florida le lundi 14 mars 2022



Jij enstriksyon Merlan Belabre denonse pouvwa jidisyè a ak egzekitif la

Page 6

The Rupture between the Montana Group and the Prime Minister

Page 9



« Un ouvrier qui travaille pendant 8 heures pour moins que 5 dollars, c'est un esclave rémunéré »

Page 7



Non à la guerre impérialiste ! Pour la paix par le socialisme !

Page 10



France : Non à l'interdiction du mouvement de solidarité avec la Palestine

Page 17



La politique du pire !

Par Berthony Dupont

Pour avoir suivi avec attention la succession d'échecs de la pseudo-opposition au régime du PHTK, lesquels ont porté à l'écran de la dynamique politicienne de véritables épisodes d'un feuilleton en série, les uns plus ubuesques et plus rocambolesques que les autres, n'importe quel observateur attentif peut constater que ce sont les mêmes acteurs qui se retrouvent toujours sur la scène politique : de foutus irresponsables. Repositionnés, certains sont même aux commandes de l'Etat et d'autres en attente d'une nébuleuse et fumeuse entente nationale.

De fait, seul l'impérialisme américain pouvait escompter un quelconque bénéfice si relatif fût-il d'une cruelle tragi-comédie qui consiste à laisser pourrir la situation et la rendre invivable pour le peuple haïtien. Voilà pourquoi il insiste sur la nécessité pour les politiciens haïtiens de forger un fort consensus sur une quelconque voie politique à suivre. Réaliser une telle gageure c'est rendre un fier service à l'impérialisme américain de façon à favoriser à moindre frais une sainte alliance pour renforcer la classe dirigeante à son service au détriment de la classe ouvrière.

Évidemment, dans cette ambiance funambulesque, ni Montana-Pen ni Musseau ne proposent aucune politique de rupture avec la classe capitaliste. Mais l'un et l'autre, dans une logique pro-impérialiste, sont conduits à enrober leur discours de belles paroles pour tenter de capter, sinon désorienter l'aspiration de la population au changement. Une aspiration qui grandit de jour en jour au sein des masses défavorisées exigeant une rupture certaine, totale et révolutionnaire avec le système capitaliste, néolibéral, de façon à mettre un terme à la dégradation galopante de la situation du pays.

Les liens qui unissent les compères en foire de Montana-Pen et Musseau ou du moins le dénominateur commun à ces funambules tient à leur persistance à pousser de plus en plus à une plus grande dérive de l'Etat haïtien dans le sens du pillage des ressources du pays, facilitant ainsi l'enrichissement des dirigeants tandis que le peuple patauge dans la crasse. Nombreux, en effet, sont ces dirigeants qui réussissent à se tailler une fortune, tandis qu'entre-temps la misère au sein du peuple haïtien ne fait qu'empirer. La preuve en est palpable : au lieu d'une amélioration des conditions de vie, celles-ci ne cessent de se dégrader pour les masses opprimées et exploitées. Même les droits les plus élémentaires à l'existence en tant que peuple sont compromis par une telle politique réactionnaire.

La présente situation appelle tout d'abord à sauver le peuple de l'abîme de misère et de chômage dans lequel l'enfonce la classe politique. Ensuite, à pousser les masses à faire la rupture avec cette politique de ghettoïsation, et d'esclavage déguisé. À la guerre menée contre les travailleurs, compte tenu du salaire de misère de 685 gourdes par jour qui leur est offert, c'est par un silence assourdissant, complice, que la classe politique réagit, s'alignant ainsi, très nettement, avec les intérêts du patronat.

On ne peut même pas dire que le pire est à venir, puisqu'il s'installe déjà à travers une insécurité majuscule, une inflation en cours, galopante. Ce n'est qu'une voie ouverte à de nouveaux désordres, violences et barbaries, dont le terreau est l'injustice, l'humiliation et le mépris. Toutes les conditions semblent réunies pour permettre à l'engeance politicienne irresponsable d'avancer des pions et de gagner davantage du terrain pour aggraver le malheur des démunis.

C'est une situation dans laquelle on enferme la population, pour qu'elle n'en sorte plus. C'est bien clair, puisque quelle que soit l'étiquette du gouvernement, à partir du moment qu'il est dominé par les nantis du système, le pouvoir reste entre les mains de la classe pro-capitaliste de façon à continuer la politique du pire érigée contre le peuple-travailleur rêvant pourtant d'une liberté totale, capitale, de souveraineté et de bien vivre.

Rien de positif ne peut être arraché aux détenteurs du pouvoir, avides de toujours avoir, quoique dépourvus de savoir, si l'on craint de remettre en cause le piège de la démagogie et de combattre résolument l'escalade en cours et tous ceux qui l'organisent, de sorte que les droits du peuple haïtien, des aspirations des larges masses ouvrières et celles de la paysannerie à l'autodétermination cessent d'être piétinés. Ainsi on pourra faire échec à la politique du pire commanditée par une poignée d'oligarques avides de saigner à blanc la masse des déshérités.

Cette politique du pire vient de se manifester dans le vote d'Haïti aux Nations-Unies dans le cadre du conflit existant entre les Etats-Unis et la Russie. Ce sont des marionnettes de ce calibre que les Etats-Unis veulent avoir au pouvoir pour exécuter tous leurs ordres. Ils ne sont pas des alliés, mais des supplétifs qui font ce que leur chef leur demande de faire. Par ce vote de la honte prétendument au nom d'une majorité du peuple haïtien, le Secrétaire adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental des Etats-Unis, Brian Nichols, a salué le Premier ministre Ariel Henry en d'élogieux termes *« Les États-Unis sont fiers de se tenir aux côtés d'Haïti contre l'agression Russe»*

L'ennemi du peuple haïtien, c'est tout d'abord sa classe politique sans exception et ensuite le régime de facto du Premier ministre a.i Ariel Henry qui, pour se faire accepter par les Etats-Unis, sont prêts à n'importe quoi même à se soumettre aux dirigeants de Taïwan contre la grande Chine.

A cette politique du pire, il y a bien sûr une issue. Celle qui ne viendra pas d'un sauveur suprême, ni d'une force de domination hégémonique, encore moins d'un compromis entre les laquais locaux. Mais bien de celles et ceux qui ont encore dans leur veine le sang de Dessalines et de Péralte pour assumer la responsabilité héroïque de refaire l'histoire. Eux seuls aux cotés des travailleurs conscients et organisés peuvent conjurer le danger de cette politique du pire, génératrice de pillage, d'abandon et d'oppression illimitée par les classes dominantes haïtiennes et les puissances exploitantes occidentales.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Un autre groupe de migrants haïtiens arrive en Floride


Le navire transportant les migrants était en très mauvais état


Les nouveaux migrants haïtiens

Par Thomas Peralte

Lundi matin 14 mars 2022, une semaine après le débarquement de 356 migrants à Ocean Reef à Key Largo, en Floride, environ 150 autres ressortissants haïtiens ont débarqué à Summerland Key, à environ 32 kilomètres sur l'autoroute de Key West.

Certains d'entre eux avaient besoin de soins médicaux dont quatre ont été emmenés à l'hôpital pour déshydratation. Les autres ont été transportés vers les postes de patrouille frontalière de Marathon et de Dania Beach pour les procédures d'éloignement.

Actuellement, le pays fait face à une augmentation de l'inflation et des enlèvements contre rançon se multiplient. Le peuple s'enfonce quotidiennement dans la misère et la pauvreté avec un salaire minimum insignifiant de 685 gourdes par jour.

Dans une interview au journal américain Miami Herald, Marleine Bastien, une avocate haïtienne et fondatrice du Family Action Network Movement à Miami a indiqué : « Lorsque nous examinons la carte de la migration, il y a toujours un pic à des niveaux élevés d'instabilité politique et de graves violations des droits de l'homme en Haïti » « Ça n'échoue jamais. » Bastien a déclaré que les bateaux continueront à arriver tant que les conditions dans son pays natal en proie à la crise continueront de se détériorer.

« Les Haïtiens sont en guerre. Ils sont constamment attaqués, et la raison pour laquelle nous n'avons pas vu un plus grand nombre de personnes fuir pour sauver leur vie, c'est parce que notre peuple a beaucoup de courage, il est habitué à la misère », a-t-elle déclaré. « Nous sommes un peuple de résilience, des gens qui y font face depuis si longtemps et nous avons la plus grande capacité à endurer. »

Grève médicale contre le kidnapping

Par Isabelle L. Papillon

L'Association Médicale Haïtienne (AMH), pour protester contre l'enlèvement dans leur clinique à la ruelle Berne et la séquestration des médecins le gynécologue Michel D'Alexis et l'urologue, Pierre Boncy ont appelé à une mobilisation de grève générale dans les hôpitaux et les cliniques privés pour les 14, 15 et 16 mars en cours.

Pour que cette mobilisation soit une réussite, le directeur exécutif de l'AMH, Dr Claude Suréna a justement demandé à la population en général d'accompagner le corps médical dans cette démarche contre l'insécurité grandissante, tout en invitant les autres secteurs de la vie nationale à mener d'autres formes de lutte en vue de se serrer les coudes contre cette entreprise criminelle de kidnappings.

Le Dr Osni Eugène vice-président de l'Association Médicale Haïtienne, a pour sa part indiqué que *« les services d'urgence des hôpitaux resteront ouverts pour accueillir des patients dont les cas nécessiteraient des soins immédiats »*. Le vice-président a poursuivi en déclarant que *« Nous demandons à nos confrères qui travaillent dans les cliniques privées de se serrer les coudes pour éviter que ce qui est arrivé à nos deux confrères ne se reproduise plus dans le pays »*

La grève a été respectée au cours des deux premiers jours avec une bonne nouvelle la libération contre rançon, le mardi 15 mars, de l'un des médecins, en l'occurrence le Dr Boncy.

Cette mobilisation a reçu le support de toute la population et même certaines structures politiques du pays. Elle est également supportée par tous les syndicats de santé de plusieurs hôpitaux tels que, l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti, l'Hôpital Universitaire La Paix à Delmas 33 et l'Hôpital Justinien au Cap-Haitien. Ces hôpitaux ont été eux-mêmes déjà en grève depuis environ plus de 3 semaines pour



À l'hôpital général, les détritus sont partout, suite à la grève des médecins et des travailleurs exigeant de bonnes conditions de travail

exiger de meilleures conditions de travail et un ajustement salarial de 60.000 gourdes. Ils menacent de maintenir leur mouvement de protestation pour contraindre les responsables à prendre en considération leurs doléances.

Serge Joseph, le représentant de la Fédération nationale des travailleurs de la santé (FENATRAS) à l'hôpital Universitaire Justinien revendique que *: «le salaire qu'on accorde est un salaire de misère qui ne peut satisfaire nos besoins quotidiens. En effet, les prix des produits de première nécessité ne cessent d'augmenter. Nous exigeons un salaire mensuel de 60 milles gourdes»*. Il continue pour dire : *«Sans nous, les médecins sont inopérants. Nous sommes la catégorie la plus méprisée, malgré le travail colossal que nous effectuons au sein des centres de santé. Nous exposons nos vies dans des conditions hygiéniques lamentables pour aider à sauver celle des autres »*.

La population doit savoir que contre rançon ce n'est pas la grève qui apportera une solution à l'insécurité. Si l'insécurité particulièrement le kidnapping est incontrôlable le gouvernement, la classe politique en sont les princi-



Même constat à l'hôpital Justinien au Cap-Haitien et celui de l'Université de la paix

paux responsables. Un problème social ne contre rançon devrait pas être utilisé comme une arme politique. La société en son ensemble devrait se pencher pour mettre un frein à ce phénomène au lieu de faire le jeu des kidnappeurs en accusant gratuitement tel adversaire politique d'être à l'origine du mal. C'est en quelque sorte leur donner le feu vert pour agir comme bon leur semble en toute liberté.

Le juge Merlan Belabre dénonce les autorités haïtiennes

Par Molière Adely

Le nouveau juge d'instruction sur l'assassinat de Jovenel Moïse remet sa vie entre les mains des autorités qui, dit-il, ne font rien pour garantir sa sécurité, dans une lettre rendue publique datée du 12 mars 2022.

Dix jours. C'est le temps qu'il a fallu pour solder la rupture de confiance entre le juge d'instruction Merlan Belabre et les autorités haïtiennes. Fraichement sélectionné pour mener l'enquête sur l'assassinat de Jovenel Moïse, Merlan Belabre « constate que le pouvoir exécutif, le conseil supérieur [du pouvoir judiciaire] l'ont livré avec sa famille aux assassins et kidnappeurs», dans une lettre manuscrite datée du 12 mars. Contacté par AyiboPost, via WhatsApp, le juge d'instruction a authentifié la correspondance. « *Ils m'ont confié ce dossier, sans prendre aucune disposition pour me le donner physiquement et pour assurer ma sécurité et celle de ma famille», écrit le magistrat. « J'informe l'opinion que je n'ai pas de pays de rechange, continue Belabre. Moi et ma famille, nous ne quitterons pas Haïti.* »

Selon le juge, l'Etat haïtien est responsable de ce qui peut bien arriver à lui, sa famille ou ses collaborateurs.

Merlan Belabre est le quatrième magistrat instructeur en charge du dossier de l'assassinat de Jovenel Moïse. Il succède à Mathieu Chanlatte, Garry Orélien et Chavannes Étienne. Le juge Orélien a été écarté du dossier mi-janvier 2021 par le doyen Bernard Saint-Vil après des dénonciations de scandale de corruption.

Selon le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), Garry Orélien aurait reçu d'un ancien directeur général de la PNH deux millions de gourdes pour planifier une parodie d'audition. Méfiant, le directeur se serait quand même présenté avec 53 agents de la PNH et sept véhicules, pour empêcher toute éventuelle arrestation.

Analia Sylva est greffière rattachée au cabinet du juge Merlan Belabre. Elle dit ne pas comprendre ce qui se passe dans le processus de l'acheminement du dossier, plus d'une semaine après le choix du juge par le doyen Bernard Saint-Vil. «Je me rends au cabinet chaque jour dans l'attente de recevoir le dossier. Pour l'instant, je ne comprends rien au processus. On m'a seulement dit que le dossier est volumineux. J'ai déjà choisi deux greffiers qui doivent m'aider avec l'inventaire. Donc on attend», confie la greffière Sylva à AyiboPost samedi.

Cependant, la greffière est très sceptique quant à l'acheminement du dossier au bureau du juge Belabre au tribunal de première instance au Bicentenaire. «*Le dossier est très sensible. Je ne crois pas qu'on va l'apporter au tribunal. On devrait créer un autre bureau pour ce dossier. Mais, c'est le doyen [Bernard Saint-Vil] qui doit en décider*», a fait savoir Sylva. Les multiples tentatives d'AyiboPost pour entrer en contact avec le doyen sont restées infructueuses avant publication.

Gédéon est directeur du Centre d'analyse et de recherche en droits humains (CARDH). Selon lui, la justice haïtienne est impuissante. *« Le système judiciaire ne peut pas traiter le dossier de l'assassinat de Jovenel Moïse. La première limite est le droit. Nous n'avons pas des lois qui sont adaptées. D'ailleurs, l'État haïtien n'a aucune position sur l'assassinat du président Jovenel Moïse. On a une justice qui est dysfonctionnelle. On a seulement trois juges à la Cour de cassation alors qu'il devrait y en avoir douze*», détaille Jean.

Aux dires du responsable du CARDH, le dossier de l'assassinat du président Jovenel Moïse est très complexe. Il y a plusieurs paramètres qu'on doit prendre en compte. «*Il faut placer l'assassinat de Jovenel Moïse dans son contexte. Cet acte a plusieurs dimensions. Il y a une dimension politique, économique, géopolitique, etc. Il faut tenir compte de tout cela dans l'enquête*», analyse le militant des droits humains. «Il faut qu'il y ait une réforme dans le système judiciaire haïtien pour que l'enquête de Jovenel Moïse aboutisse, déclare-t-il. Seulement un tribunal spécial peut traiter cet assassinat. Par exemple, on doit avoir la participation de juges internationaux dans l'enquête.»

Maître Marcello Jean Louis est avocat. Il partage l'avis de maître Gédéon Jean sur la complexité de l'enquête. *«Le dossier a besoin d'experts. Par exemple, on ne peut pas instruire cette affaire sans le support des experts en balistique, en médico-légal»*, ajoute de son côté le coordonnateur sud du Bureau des droits humains en Haïti (BDHH).

Quant à la durée pour que le juge rende son ordonnance comme l'exige le doyen, l'avocat est clair là-dessus : «Trois mois ne sont pas suffisants, avance-t-il. Le juge a le droit de prolonger le délai pour pouvoir bien mener l'enquête. Il a le droit de le faire, selon la loi du 29 janvier 1979 sur l'appel pénal. Dans ce cas, le juge doit prendre une ordonnance de prorogation qu'il communiquera au doyen et au commissaire du gouvernement pour les notifier.»

Qui est Merlan Belabre ?

Âgé de 55 ans, Merlan Belabre est originaire



Merlan Belabre, le quatrième magistrat instructeur en charge du dossier de l'assassinat de Jovenel Moïse.

de Petit-Goâve. Il a fait une licence en sciences juridiques à la Faculté de droit et des sciences économiques (FDSE) de 1994 à 1999. De 1991 à 1994, Merlan Belabre a été responsable du bureau de Petit-Goâve de l'Amicale des juristes. En 2002 il est sorti de l'École de la Magistrature (EMA) après une année de formation.

Avant d'être nommé juge de paix titulaire à Petit-Goâve en 2004, maître Belabre a enseigné les sciences sociales dans des écoles secondaires à Miragoâne ainsi qu'à Petit-Goâve. Il a été juge au tribunal de première instance et juge pour enfant au tribunal pour enfants de Port-au-Prince, d'avril 2008 à février 2012. De 2012 à nos jours, il est juge et juge d'instruction au tribunal de première instance de Port-au-Prince. Actuellement, il fait une maîtrise en criminologie.

Marcello Jean Louis a été à l'EMA. Il a fait quelques expériences avec Merlan Belabre dans le système judiciaire. «On était ensemble à l'école de la magistrature, dit-il. On a fait un stage aux Cayes», témoigne maître Jean Louis.

«C'est un homme qui a le sens de la justice, selon Louis. De 2004 à nos jours, son nom n'est cité dans aucun scandale dans le système judiciaire comme un juge qui a reçu des pots-de-vin pour sortir une ordonnance ou pour libérer une personne», poursuit l'ancien juge qui dit avoir laissé le système judiciaire volontairement en 2010. «*Je ne crois pas qu'on doit avoir des doutes sur sa capacité ainsi que sa personnalité dans le cadre d'une enquête judiciaire. Il a des compétences techniques*», renforce l'enseignant.

Jusqu'à ce qu'il soit choisi pour instruire le dossier de l'assassinat de Jovenel Moïse, Merlan Belabre n'était pas une figure de proue dans le système judiciaire haïtien. Mais il a notamment eu à ordonner, le 12 décembre 2019, la levée de l'immunité du sénateur Gracia Delva, dans un dossier d'enlèvement contre rançon, commis sur Jean Neel Michel. «*Je ne sais quels sont les grands dossiers qu'il a déjà traités. Cela est valable pour tous les juges du système*», lance Me Gédéon Jean.

En mars 2019, les supporteurs de Joseph Michel Martelly avaient agressé Maître Gédéon Jean en sortant d'une émission à radio Télé Caraïbes. Il avait porté plainte le 24 mars 2019. On avait confié le dossier à Merlan Belabre, selon la victime. Sa mauvaise expérience avec le juge le pousse à redouter la capacité et la volonté du magistrat. «*Juge Belabre devait instruire mon dossier, il n'avait rien fait. Je ne crois pas qu'il va pouvoir instruire ce dossier*», conclut-il.

En 2013 Merlan Belabre avait sous sa responsabilité l'instruction du dossier d'accusation de viol opposant Marie Danielle Bernadin à Josué Pierre Louis, qui était à l'époque président du Conseil électoral permanent. Les avocats de Bernardin, à savoir André Michel et Newton Louis St Juste, avaient récusé le juge Belabre. Ils l'ont accusé d'être un bon ami de l'accusé.

Actuellement, Josué Pierre Louis est secrétaire général du palais national. Il y a été installé de force par le Premier ministre Ariel Henry. Le président a été assassiné dans sa résidence privée le 7 juillet 2021 à Pèlerin 5. Des appels téléphoniques lient Ariel Henry à un des principaux suspects, Joseph Félix Badio.

Molière Adely pratique le journalisme depuis 2018. Il a déjà collaboré avec plusieurs médias. Étudiant en sociologie à la Faculté d'Ethnologie de l'Université d'État d'Haïti (FE/UEH), Adely s'intéresse à la politique, la culture et aux sujets de société.

Ayibopost 14 mars 2022

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondé la dite action ;Admet en conséquence le divorce de la dame Erlune Joseph Charles contre son époux Samuel Chouloute ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement;
Compense les dépens
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi. ...etc....
Boileau Dieuveuil, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Roody JEAN en la forme maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi vingt cinq janvier deux mille dix neuf contre la dame née Valerie Nichola FINLASYON, admet en conséquence le divorce du sieur Roody JEAN d'avec son épouse née Valerie Nichola FINLASYON. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux, aux torts exclusifs de l'épouse; Ordonne à l'officier de l'état civil de Pétion-ville, transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers ; Compense les dépens vu de la qualité des parties
Commet l'huissier Clerbrin FAURE pour la signification du présent jugement
RENDU DE NOUS, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en la chambre du conseil en audience publique et ordinaire du vendredi premier février deux mille dix neuf, en présence du Substitut du commissaire du gouvernement. Me Roger SIMPLICE, faisant office du Ministère public, et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert, greffier du siège
Il est ordonné..... etc. ....
En foi de quoi. ...etc. ...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée pour le profit déclare fondé la dite action ; Admet en conséquence le divorce de la dame Darla JORDONNE d'avec son époux Stéphane FENELON pour incompatibilité de caractères aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Marc de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet commet l'huissier Murat Blaise pour la signification de ce jugement ;
Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me Gabnel FRANÇOIS, juge en audience civile ordinaire et publique, en date du dix sept Janvier deux mille dix neuf, en présence de Me Grand Pierre ESTIME, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Feronel
FILS-AIME
Il est ordonné... etc. ...
En foi de quoi...... etc....
Charliernor THOMPSON
Officier de l'état civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen .Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondé la dite action .Admet en conséquence le divorce du sieur Jocelyn JEAN LOUIS, d'avec son épouse, née Maniola JEUNE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Dévide MORANCY pour la signification de ce jugement ; compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par Nous Jean Osner PETIT PAPA. Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi quinze Décembre deux mille vingt et un, en présence de Me. Paul WESLEY Substitut-Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Il est ordonné..... etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut au nom de la république et à charge d'appel, accueille l'action des héritiers de feu Jean Ramfort dit Chouchoute Lamour, représenté par leurs mandataires, les sieurs Saintimé Noé , Germain Mercidieu contre le sieur Alexandre Rubenstice pour être juste et fondée et constante maintient le défaut requis et octroyé à l'audience du Mardi 30 novembre deux mille vingt et un ,contre le sieur Alexandre Rubenstice pour la non comparution, conformément à l'article 49 du CPC ; reconnaît que la possession des héritiers est troublée ; Ordonne en conséquence l'expulsion de l'occupant illégal, le nommé Alex Rubenstice et consorts de la possession des héritiers de feu Jean Ramfort dit Chouchoute Lamour représenté par leurs mandataires les sieurs Saintimé Noé, Germain Mercidieu , situé à Carrefour Bizoton 53 , Jeatty #... pour trouble possession ; fait défense au cité et consorts de ne plus troubler la possession des héritiers susmentionnés sous pien d'être contraint par corps selon 1826 du code civil haïtien ; Condanme le cité a payé la somme de vingt milles gourdes (20000) de dommages intérêts aux termes des articles 1168 et 1168 du code civil haïtien et également aux frais et dépens de la procédure ; accorde l'exécution provisoire sans délai de cette décision ; Commet l'huissier du siège Chrisostome Siméon du Tribunal de paix de Carrefour pour la signification de cette décision
Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Me Michel Forgeas, en audience civile et publique du vendredi 7 décembre deux mille vingt et un ; An 218ème de l'indépendance avec l'assistance du Greffier , Frantz BAZELAIS
Il est ordonné ...etc....
En foi de quoi....etc....
Me Daniel Jean Julien, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondé la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Louis Paul Claudel d'avec son épouse née Linda François pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux : Ordonne à l'officier de l'état civil de Delmas, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet Commet l'huissier Jean Joseph Donald CADET de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par Nous, NELSON CILIUS ,Juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt janvier deux mille vingt deux, en présence de Me JEAN ROLEX ROLEX, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, greffier du siège
Il est ordonné etc. ..
En foi de quoi....etc. ...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la partie défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondé la dite action. Admet en conséquence le divorce de Rosanna MOMPLAISIR d'avec son époux Fenel VILBRUN pour injures graves et publiques aux torts de l'époux ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Jean Louis OCTAVE de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me Osmond CASTOR, Doyen Juge en audience civile et publique en date du Quinze Mai deux vingt et un, en présence de Me. Holithane JACQUET Substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE
Il est ordonné... etc...
En foi de quoi.... etc....
ROBERT RENOUS, Officier de l'état civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public accueille l'action du demandeur le sieur Souvenance LUMA en la forme; Maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi vingt et un Janvier deux mille vingt deux contre la dame Ginette DORVILUS, Admet en conséquence le divorce de la dite dame née Ginette DORVILUS contre le sieur Souvenance LUMA . Pour injures graves et publiques , faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ;Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers ;Compense les dépens vu la qualité des parties ; Commet l'huissier Clerbrin FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement RENDU DE NOUS, Jean Osner PETIT PAPA, Juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile publique et ordinaire du vendredi vingt et un Janvier deux mille vingt deux ,en présence du Substitut du commissaire du gouvernement, Me Enide LEGERME faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Mme Marie Yolande Cadet Zetrenne Greffière du siège
Il est ordonné.... etc. ...
En foi de quoi. ...etc .....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient le défaut octroyé à l'audience contre la partie défenderesse la dame Marie Evaline Mompremier et pour le profit adjuge les conclusions de la partie défenderesse datées su mardi 19 octobre 2021 ; qu'en conséquence , Admet le divorce du sieur Rockfeller Vincent d'avec son épouse Marie Evaline Mompremier; Prononce la dissolution des liens conjugaux l'unissant à son épouse pour injures graves et publiques; renvoie les parties devant l'officier de l'état civil de Hinche pour la transcription du dispositif du présent jugement dans les registres à ce destinés à cet effet et délivrer aux parties leur acte de divorce ,commet l'huissier Arome GAUTHIER pour la signification du présent jugement à l'officier de l'état civil de Hinche. Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Me Vernet SIMON, Av, Doyen du Tribunal de première instance de Hinche en audience civile de divorce du lundi 20 Décembre 2021, en présence de Me Odania Blanc, Av Substitut du commissaire du gouvernement et avec l'assistance de Wilfrid ELIE, greffier du siège
Il est ordonné... etc. ...
En foi de quoi. ...etc. ....

Le racisme dominicain génère la construction d'un mur frontalier avec Haïti



L a République Dominicaine a déjà construit 23 kilomètres de clôture à Jimani et Elías Piña



Le président Luis Abinader observant le début des travaux du mur, le dimanche 20 février 2022 dans la zone frontalière de Dajabon

Par Victoria Korn*

Le président de la République dominicaine, l'homme d'affaires Luis Abinader, a présidé au début de la construction d'un mur de 160 kilomètres de long à la frontière avec Haïti, sous prétexte d'arrêter la migration irrégulière et la contrebande de marchandises, un fait qui est décrit comme un échantillon de xénophobie et de racisme du gouvernement dominicain.

Santiago Riverón, maire du nord-est de Dajabón, où Abinader a inauguré le mur, a déclaré qu'il n'était pas d'accord « *avec ce type de mur* », car « *le vrai mur est celui de l'économie* » et de la corruption. « *Il va y avoir un mur physique. Maintenant, nous devons travailler avec le mur dans l'esprit des militaires, qui sont ceux qui profitent de la frontière et reçoivent un pot-de-vin de 100 ou 200 pesos (2 ou 4 dollars) pour laisser passer des Haïtiens illégaux en territoire dominicain* », a déclaré Riveron. La République dominicaine compte 10, 5 millions d'habitants, dont 500 000 Haïtiens.

Abinader a annoncé qu'un système de contrôle biométrique avancé sera installé cette semaine pour enregistrer les personnes qui entrent dans le pays par des passages frontaliers réglementés, un système conçu par la société transnationale allemande Dermalog. La République dominicaine et Haïti partagent l'île caribéenne d'Hispaniola.

Le président dominicain a déclaré que son pays ne peut prendre en charge la grave crise politique et économique en Haïti, aggravée depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse le 7 juin, ni résoudre le reste de ses problèmes. « *J'insiste, une fois de plus, auprès des grandes nations du monde pour qu'elles viennent au secours d'Haïti en conséquence* », a-t-il déclaré.

"*La grave crise institutionnelle et sécuritaire*" en Haïti a conduit sa population à « *une situation préoccupante d'instabilité politique et sociale, ainsi qu'une crise économique et alimentaire endémique* », a-t-il déclaré.

Abinader a réitéré que cette crise « *doit être surmontée par les Haïtiens eux-mêmes et traitée par la communauté internationale* », en particulier les États-Unis, la France et le Canada, avec le soutien de l'Union européenne, de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Le mur "intelligent" comportera quelque 170 tours de surveillance et de contrôle, 71 portes d'accès et une clôture physique en béton armé et une structure métallique d'une hauteur de 3,90 mètres, dont le président Abinader a inauguré sa construction, un an après la promesse faite dans ce sens. Le projet aura un investissement approximatif de 31 millions de dollars et son exécution devrait durer environ neuf mois.

« *C'est une clôture qui profitera aux deux pays car elle contrôlera le commerce bilatéral, régulera les flux migratoires pour lutter contre les mafias qui font le trafic d'êtres humains, s'attaquera au trafic de drogue et à la vente illégale d'armes* », a-t-il déclaré.

En plus de « *protéger l'élevage des éleveurs et les cultures des producteurs agricoles, avec ce maillage, nous combattrons de différentes manières le crime organisé qui a voulu prendre les limites frontalières des deux pays comme base d'opérations, dont le bénéfice pour le deux nations seront d'une grande importance* », a-t-il justifié.

Le ministre de la Défense, le lieutenant-général Carlos Díaz, a expliqué que la division sera composée d'un mur en béton armé et d'une structure métallique de 3,90 mètres de haut et de 20 centimètres d'épaisseur.

La première partie consistera en 54 kilomètres de mur physique avec 19 tours de guet, 10 portes d'accès avec 54 chemins de patrouille et sera construite en environ neuf mois ; avec un investissement dans la première étape pour un équivalent de 30,8 millions de dollars.

Xénophobie

Le sociologue Alfonso Dilla Alonso souligne qu'Haïti et la République dominicaine constituent un système socio-économique inégal et hautement conflictuel. L'un des éléments clés de ce système est la mobilité des Haïtiens vers la République dominicaine, où ils occupent des espaces sur des marchés du travail vitaux pour l'économie nationale.

Cette relation est reproduite à partir d'une construction idéologique xénophobe et raciste, qui a eu son expression la plus tragique dans la dénationalisation massive des citoyens d'origine haïtienne en 2013. Le mythe de « l'invasion pacifique » haïtienne ne semble cependant pas être soutenu par les résultats statistiques des dernières enquêtes sur les migrants, affirme-t-il.

Le capitalisme néolibéral construit sa propre logique des frontières, les multiplie et les transforme à partir de l'accumulation et des réseaux de pouvoir qui la garantissent. Pour cette raison, il perfore les frontières internationales pour laisser passer des flux croissants de marchandises et, en même temps, érige des murs pour prévenir les « nouvelles menaces ».

Les frontières deviennent des filtres qui optimisent les passages, transformant les travailleurs en étrangers, les marchandises en contrebande

suite à la page(14)

Les médecins cubains ont sauvé 429 mille vies en Haïti, selon le chef de l'État cubain

Par Milo Milfort



Un médecin cubain soignant une famille haïtienne. La mission médicale de Cuba en Haïti est un exemple de solidarité depuis 23 ans.

Le président cubain Miguel Díaz-Canel Bermúdez, rappelant l'immensité de la coopération multidimensionnelle entre Haïti et son pays, a indiqué ce mercredi que les médecins cubains ont sauvé en Haïti plus de 429 mille vies depuis le début de leur collaboration médicale jusqu'en décembre 2021. « *Plus de 6 mille collaborateurs sanitaires cubains ont accompli leur mission, réalisant plus de 36 millions de consultations, dont près de 9 millions de consultations pédiatriques ; plus de 721 mille opérations chirurgicales ; et plus de 194 mille accouchements, sauvant ainsi plus de 429 mille vies* », a déclaré le chef de l'État cubain lors la Conférence internationale sur le financement de la reconstruction de la péninsule sud d'Haïti.

La communauté internationale a une énorme dette envers Haïti, le pays où s'est produite la première révolution sociale du continent américain, un exploit pour lequel les puissances coloniales lui ont fait payer près de 200 ans de tyrannies militaires, de pillages et d'interventions étrangères, reconnaît Miguel Diaz-Canel Bermudez, militant communiste et homme d'Etat. « *Plus de 1 649 000 doses de différents vaccins ont été administrées dans le cadre des campagnes de prévention. Mille cent vingt-neuf agents de santé haïtiens ont été formés à Cuba* », a-t-il ajouté. Qualifiant de peuple noble et travailleur les Haïtiens, il affirme que le pays mérite et a besoin de leur respect et soutien, ajoutant que nous avons tous, l'obligation morale d'apporter une coopération substantielle et désintéressée à Haïti, non seulement pour la reconstruction, mais aussi pour promouvoir son développement durable.

« *Cuba continuera à fournir une aide solidaire inconditionnelle à Haïti, comme elle l'a fait jusqu'à aujourd'hui, y compris pendant l'épidémie de choléra et les tremblements de terre de 2010 et 2021, les spécialistes cubains maintiendront leur engagement et leur dévouement dans les soins à la population haïtienne* », a-t-il dévoilé.

En août 2021, 253 professionnels de la santé cubains qui travaillaient déjà dans le pays ont été rejoints par une brigade du Contingent international "Henry Reeve", composée de 11 collaborateurs, pour soutenir le travail de soins de santé dans les zones les plus touchées par le tremblement de terre, a fait savoir le président cubain.

Il rappelle que Cuba a également collaboré à des projets dans les domaines de l'éducation, des sports, de l'agriculture, de la pêche, de la construction, des ressources en eau et de l'environnement.

En ces temps difficiles, marqués par une lutte acharnée contre la pandémie et par le durcissement sans précédent du blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement des États-Unis à notre peuple, nous ne renoncerons pas à notre vocation de solidarité et d'humanisme, a-t-il souligné.

« *Nous réitérons notre volonté de soutenir la campagne de vaccination contre le COVID-19 en Haïti, par des conseils et la mise à disposition de nos vaccins* », a-t-il dit, rappelant que le 27 janvier, Cuba a informé le Secrétariat général de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) de son engagement à faire don de 72 000 doses des vaccins cubains Abdala, Soberana 02 et Soberana Plus pour la vaccination de 24 000 personnes dans les Caraïbes.

Le président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez invite tous les gouvernements, organisations internationales et donateurs, sans exception, à mobiliser les ressources financières nécessaires, à transférer les technologies, à viabiliser les mécanismes de renforcement des capacités et à remplir les engagements en termes d'aide publique au développement pour Haïti. « *Le tout dans le plus strict respect de sa souveraineté, du peuple, du gouvernement et des institutions haïtiennes* », a-t-il conclu.

Enfliyans mantalite kolonyal la

Avèk 1804, sistèm kolonyal la disparèt ofisyèlman an Ayiti. Li disparèt men eske li detwi nèt? Apre 1804, menm jan avèk mò ki genyen anpil enfliyans nan imajinasyon Ayisyen, eske yon kolonyalis pisan pa ta pral manifeste l nan tout jwenti sosyete Ayisyen an?

Jiskaprezan nou poko kapab fè yon kritik sistematik sou esans sistèm kolonyal la an Ayiti. Epoutan se yon bagay ki parèt senp, sistèm kolonyal la se sistèm restavèk: Metwopòl se mèt, Koloni se domestik ni plis, ni mwens. Oubyen yon nonm lib, oubyen li se esklav e se konsa Desalin te poze altènativ la Lakrètapyewo.

Fè sa kolon an vle ou fè...! Sa se esans lojik mèt la ki vle kenbe w nan lesklavaj, se prensip sistèm kolonyal la. Sendomeng, esklav te konn pwodui sa Lafrans mande pou kolon yo pwodui. Se pat kolon yo, se pat negosyan yo ki te tabli Sendomeng ki te konn deside sa pou esklav yo fè e menm lò kolon yo te gen dwa deside, yo te aji an fonksyon enterè Lafrans. Oryantasyon ekonomik Sendomeng te sòti Lafrans, finansman aktivite ekonomik Sendomeng te soti an Frans ak tout materyèl teknik pou travay tè. Kòd onbilikal la te sèvi alanvè, se pa Metwopòl la ki t ap nouri koloni an, se pitit la ki te twouve ap nouri manman li. Sa ki te pi fò a pat bay pi fèb lan anyen jan sa fèt ant yon manman ak yon pitit nan vant li.Se nan kad sa a, nan kad rapò Metwopòl ak Koloni an, nou kapab konprann mantalite ki enstale nan Peyi Ayiti aprè 1804.

Andre Telson

Jij enstriksyon Merlan Belabre denonse pouvwa jidisyè a ak egzekitif la

Nan yon lèt tou louvri, ekri alamen, li pibliye samdi 12 mas la, Jij enstriksyon Merlan Belabre ki dwe ankete sou zak sasinay ki fèt sou ansyen prezidan Jovenel Moïse mete toutouni CSPJ a ak pouvwa defakto Premye minis Ariel Henry ap dirije a.

Men sa li fè konnen nan lèt la : Mwen konstate pouvwa egzekitif la ak Konsèy siperyè pouvwa jidisyè a livre m bay asasen ak kidnapè aprè plis pase 10 jou, yo konfye m dosye sa a, yo pa pran ankenn dispozisyon pou yo ban mwen li fizikman e pou yo asire sekirite mwenmenm ak fanmi mwen.

Si yon malè ta rive m, chay la dwe tonbe sou do otorite sila yo. Leta ayisyen responsab tout sa k rive yon grenn cheve nan tèt mwen, nan tèt fanmi m ak nan tèt tout kolaboratè mwen.



Merlan Belabre

Sòm

Si m reveye ou jan kagou
M priye yon zwazo chante
Pou l ede solèy la leve.
Si m pa kapab dòmi lannwit
M mande syèl la vin pi ba
Pou m selebride dezoutwa nyaj.
Si m nan bezwen bwè yon ti dlo
M priye flè yo vin pi laj
Pou yo kenbe plis lawouze.
Si m anvi wè timoun fleri
M mande latè louvri janm ou
Pou bay plis viv, pou bay plis fwi.
Si, poufini, m bezwen renmen
M priye kè m bat pi fò
Pou yo tande li toupatou.

René Philoctète

Yo koupe tèt solèy

Yo koupe tèt solèy, O!
Li tonbe lwen, lwen, lwen, lwen,
Li tonbe lwen lòt bò Lagonav...
Men gade jan li senyen, mezanmi
Jan li senyen sou tout bagay.
Solèy, papa solèy, O!
Li tonbe lwen, lwen, lwen
L ale tonbe jouk nan Ginen
Men Gade jan li senyen, mezanmi,
Jan li senyen sou nou tout.

Filip Tobi Maslen

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse et pour le profil ainsi déclare fondé la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Stevens DERA d'avec son épouse née Dieuny EDMA, ces pour injures et publiques. Prononcé la dissolution des liens matrimoniale existants entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de camp -cop de s'inscrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des journaux s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Comme l'huissier même de ce Tribunal pour signification de ce jugement. Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Lynx JEAN, Doyen au Tribunal civil en audience ordinaire civil et publique du mercredi dix sept février deux mille seize, en présence de Me Jacquelin PIERRE, Substitut du commissaire du Gouvernement de Cap-Haïtien et avec l'assistance de Me Luc LAURENT, Greffier du siège. Il est ordonné.. Etc.... En foi de quoi... Etc

Nou se travayè

Nou se larivyè
Ki pap janmen teri
Nou se yon solèy
Ki pap janmen kouche
Nou se yon flanm dife
Ki pap janmen etenn
Nou se yon loray
Ki pap sispann gwonde

Nou se travayè
Nou bati bèl kay
Nou rete nan kay pay
Se nou ki fè kabann
Men nou dòmi sou nat
Sou matla lajwisans
Pwofitè ap wonfle
Noumenm pòv travayè
Tou swe, tou bouke
N ap trennen lan mizè.
Nou se travayè.

Paske nou se travayè
Lespwa n gwosè latè
E nan priyè jouda yo
Se nou kab di amèn!

Tony Leroy

« Un ouvrier qui travaille pendant 8 heures pour moins que 5 dollars, c'est un esclave rémunéré »

Par Milo Milfort

Depuis mi-janvier 2022, plusieurs milliers d'ouvriers et ouvrières manifestent dans les rues de Port-au-Prince pour exiger l'augmentation du salaire minimum à 1500 gourdes (14,56 dollars), des accompagnements sociaux et de meilleures conditions de travail dans les industries de sous-traitance dans lesquelles travaillent environ 57 mille personnes.

Après au moins quatre manifestations intenses, le Premier ministre de facto Dr Ariel Henry Ariel a décidé de faire passer leur salaire minimum de 500 gourdes (4,85 dollars) à 685 gourdes (6,65 dollars). Une décision qualifiée de provocation par les syndicalistes qui réclament 1 500 gourdes (14, 56 dollars).

Ce qui a soulevé les colères des ouvriers qui ont organisé la semaine dernière deux grands mouvements de protestations soldés par la mort d'un photojournaliste et faisant plusieurs blessés. Ceci, à un moment où le pays fait face à une aggravation de la crise sociopolitique et économique des mois après l'assassinat crapuleux du président Jovenel Moise dans sa résidence privée dans les hauteurs de la capitale.

Des revendications légitimes

« Vu avec les mobilisations pour exiger un ajustement du salaire minimum, l'État haïtien avec la complicité des patrons empêche qu'on augmente le salaire », a dit Dominique St-Eloi, coordonnateur du Central national des ouvriers haïtiens (CNOHA) qui dit mener un combat intense contre le système d'exploitation de la classe ouvrière en Haïti.

Après 3 années sans ajustement salarial, les prix des produits de première nécessité et celui des circuits de transport ont augmenté, rappelle-t-il. « Nous réclamons 1500 gourdes avec des accompagnements sociaux. Les patrons et les autorités traitent durement les ouvriers. Ils condamnent les ouvriers avec un salaire depuis des années, sans l'ajuster », a dénoncé St-Eloi, soutenant qu'actuellement, le taux d'inflation est de 24.6 %.

Selon Jean Eddy Lucien, professeur à l'Université d'État d'Haïti, quand on regarde le salaire des ouvriers, c'est une question « véritablement compliquée » par rapport à ce qu'ils reçoivent pour le travail qu'ils font. « Quand on considère le secteur textile en Haïti, les investisseurs viennent, c'est parce qu'ils sont certainement attirés par le salaire minimum », dit-il. Le chercheur prend en exemple, un ouvrier aux États-Unis qui gagne 15 dollars l'heure - pour 8 heures cela fait 120 dollars.

Alors que les Haïtiens reçoivent moins que 5 dollars l'heure. Si on fait la division, vous pouvez voir combien d'ouvriers haïtiens, ils peuvent payer avec le salaire d'une seule personne. « Un ouvrier qui travaille pendant 8 heures pour moins que 5 dollars (comme c'est le cas en Haïti) — c'est un esclave rémunéré. Le mouvement des ouvriers, c'est un autre réveil dans le mouvement social haïtien. Un milieu révolutionnaire », a déclaré Lucien, rappelant que la lutte des travailleurs c'est le moteur de l'histoire. « C'est eux qui peuvent changer l'histoire », assure le chercheur.

Travailler uniquement pour la nourriture

« Un ouvrier ne peut pas vivre avec 685 gourdes que le Premier ministre Ariel Henry vient de donner aux ouvriers », soutient St-Eloi, détaillant de la sorte, le salaire de 500 gourdes des ouvriers et ouvrières : 200 gourdes pour le transport, 150 gourdes pour la nourriture et 100 gourdes pour le jus le matin. À midi, il mange beaucoup plus — donc achète un plat de nourriture coûtent entre 200 et 300 gourdes - ajouté à un jus de 100 gourdes.

« Il ne faut pas oublier que l'ouvrier habite une maison, dispose d'une famille et à des frais scolaires à payer chaque mois », souligne-t-il, révélant que des ouvriers souffrent de tuberculose et de ulcère d'estomac du fait de ne pas manger assez. « Des ouvriers résistent à ne pas manger le matin. Ils prennent uniquement un morceau de manioc ou uniquement un pain avec du beurre d'arachide avec lesquels ils passent toute la journée », a fait savoir le syndicaliste St-Eloi.

« Cela veut dire que l'ouvrier travaille uniquement pour pouvoir manger. Donc, il n'a pas de vie sociale ou vie culturelle », regrette Jean Eddy Lucien, historien et géographe. « Le milieu des travailleurs, c'est le milieu le plus révolutionnaire. Ils ne s'agissent pas seulement de revendications locales — mais qui dépassent également les frontières. Les capitalistes fonctionnent en réseau », a insisté le professeur très intéressé aux mouvements sociaux et luttes des classes en Haïti.



Des travailleurs haïtiens dans une usine d'assemblages à Port-au-Prince. Ils ne gagnent pas assez pour manger et payer leur loyer.



Photo: Milo Milfort

Le dirigeant syndical Dominique St-Éloi du CNOHA lors d'une récente manifestation ouvrière à Port-au-Prince.

Répression de la lutte ouvrière en Haïti

St-Eloi dénonce les actes de violences policières qui répriment avec balles réelles et gaz lacrymogènes les protestations des ouvriers et ouvrières. Il critique les patrons qui retiennent l'argent d'assurance sur les ouvriers, mais ne les paient pas aux compagnies et institutions. Ce qui privent les ouvriers de soins médicaux que leur cas nécessite la majorité des fois. « Nous demandons à tout le monde d'apporter leur support aux ouvriers haïtiens qui mènent une bataille fondamentale. Un combat qui selon la Constitution leur donne le droit de manifester, afin de défendre leur droit et leur intérêt », a-t-il dit, qualifiant le mouvement de « bataille de classe ».

Jean Eddy Lucien, professeur des universités, rappelle que pour maximiser leur profit dans le secteur de la sous-traitance, les investisseurs exigent des conditions comme le bas salaire et le non-paiement des taxes. « Il faut qu'ils aient un pouvoir empêchant aux gens — s'ils se soulèvent — que la réaction soit rapide. Il faut qu'il y ait une police très répressive », dit-il, dénonçant une certaine presse au service des patrons qui essaient de créer de la confusion.

« Une des conditions, il faut qu'il ait la stabilité. Et cette stabilité passe par la répression ». C'est pour cela dans toutes les zones où il y a des capitaux étrangers investis, que ce soit à Caracol et le CODEVI ou à Port-au-Prince, vous voyez qu'il y a un contrôle des territoires par la police. « La police est plus répressive envers les ouvriers qu'avec tout autre groupe social », avance le professeur, rappelant qu'il n'existe pas une police en soi, mais plutôt une police qui est là pour défendre telle classe.

« Que ce soit le gouvernement, que ce soit la police, ils sont des instruments entre les mains de la bourgeoisie nationale et internationale », dit-il, affirmant que le gouvernement et la police prennent position pour les patrons. « Cette protestation permet aux mouvements sociaux qui étaient au ralenti de prendre son envol ».

Transition, rupture entre l'Accord de Montana/PEN et la Primature !



Des membres de l'Accord de Musseau à la Primature

Par Catherine Charlemagne

Le lundi 14 février 2022, jour de la Saint Valentin a été, en Haïti, le jour de la rupture entre les signataires des Accords du 30 août et ceux du 11 septembre. C'est un épiphénomène dans cette Transition à rebondissement mais qui peut avoir de grandes conséquences pour l'avancement des négociations entre les deux protagonistes. Comme disait l'autre, c'est quoi l'embrouille ? Une semaine auparavant, c'était déjà dans la suspicion que les membres de l'Accord du 11 septembre dit de la Primature et leurs homologues du 30 août avaient établi les premiers contacts directs. Nous sommes le 2 février 2022, les signataires de l'Accord de Montana qui venaient de désigner leurs représentants pour la Transition de rupture, - un Président et un Premier ministre - s'adressaient par courrier au Premier ministre a.i lui proposant d'entamer le dialogue sur la Transition de rupture. Sans tarder, mais sans y croire vraiment, le chef de la Primature avait accepté l'idée d'une rencontre au sommet.

Quelques jours après, soit le vendredi 11, les deux groupes se sont rencontrés à la Résidence du Premier ministre à Musseau. Après un débat houleux et fastidieux, si l'on se fie aux propos même des deux protagonistes, les choses ne s'étaient pas très bien passées. Puisque Ariel Henry lui-même, lors d'une Conférence de presse à l'issue de la rencontre, a parlé d'une « Rencontre qui a été assez longue » et quelques heures plus tard, sur son compte Twitter d'évoquer « Une rencontre qui a été laborieuse ». En fait, ce sont les déclarations de ses interlocuteurs qui intéressaient vraiment le grand public. Il se trouve que ceux qui avaient sollicité cette première rencontre ne l'ont pas fait comme il est de coutume après chaque rencontre. Alors même qu'une Conférence de presse avait été annoncée à l'issu de la rencontre ce même vendredi 11 février.

C'était déjà le signe indiquant que l'affaire était fort mal engagée entre les deux parties. Le quatuor qui représentait l'Accord du 30 août : Leslie Voltaire, Ernst Mathurin, Magali Comeau Denis et Jacques Ted Saint-Dic du Bureau de Suivi de l'Accord (BSA), n'avait donné aucune explication du report de la Conférence de presse. C'est dans la soirée qu'une note de la BSA (Bureau de Suivi de l'Accord) est venue indiquer ceci « Pour des raisons indépendantes de notre volonté, la Conférence de presse qui était prévue pour aujourd'hui après la rencontre avec le Premier Ministre en place est reportée à demain samedi 12 février à 10:00 AM à la même adresse, soit au 9 rue rivière, RNDDH ». On avait compris que la rencontre avec Ariel Henry s'était tout simplement mal terminée ou mal passée. Surtout qu'entre-temps, il y eut une somme de révélations venues de la presse américaine - The New-York Times et CNN - relative à l'assassinat du Président Jovenel Moïse. Ces révélations soulignent une possible implication du Premier ministre dans ce meurtre par l'intermédiaire de son ami Joseph Felix Badio, toujours en cavale et présenté comme l'un des cerveaux présumés de cet acte odieux.

Samedi 12 février, comme annoncé, les médias étaient sur pied de guerre dans les locaux du RNDDH pour entendre la version des interlocuteurs d'Ariel Henry. Cette fois-ci, les délégués du BSA auprès du Premier ministre étaient bien présents, à l'exception de Leslie Voltaire, représentant du parti Fanmi Lavalas au sein du groupe de Montana. Magali Comeau Denis, Jacques Ted Saint-Dic et Ernst Mathurin ont livré tour à tour leur sentiment sur la rencontre et ajusté la démarche de leur groupe vis-à-vis du locataire de la Villa d'Accueil tout en mettant le curseur très haut avant une nouvelle rentrée prévue pour le lundi 14 février 2022. « Hier, il y a eu un temps de déblayage sur la position des uns et des autres. Certaines choses qui ont été dites ont été clarifiées. Ensuite, nous nous sommes mis d'accord sur le principe de la négociation. Pour nous, il s'agit d'un moment extrêmement important. Maintenant, nous aurons à définir les critères et le contenu de la négociation, l'agenda, le temps qui sera consacré et les conditions.



Certains dirigeants de l'Accord de Montana

Si on parvient à une entente sur le protocole, les négociations vont commencer. Au niveau de l'Accord de Montana, nous sommes prêts pour négocier. Notre Accord a été obtenu sur la base d'une négociation. Il y a des suspicions sur l'implication présumée d'Ariel Henry dans la mort de Jovenel Moïse qui doivent être clarifiées. De plus, il faut aborder les revendications des ouvriers et la répression des agents de la PNH lors de leur manifestation ». Après une longue précision et en prenant le soin de poser des conditions quasi-impossibles à Ariel Henry, tout le monde ou presque avait compris que les signataires de Montana cherchaient un moyen de sortir de cette chausse-trappe dans laquelle ils étaient entrés eux-mêmes. En effet, ne pouvant décliner sans motif valable le rendez-vous du 14 février fixé lors de la première rencontre, les délégués du groupe de Montana ont pris la route à reculons pour se rendre à Musseau, chez le Premier ministre, pour cette rencontre non désirée. Prévue pour 16 heures, on ne sait pas pourquoi, quelqu'un à la Primature n'avait pas mis la puce à l'oreille d'Ariel Henry pour qu'il soit là à l'heure. Ainsi, à 16 heures 22, ne voyant pas l'hôte des lieux, les émissaires de Montana ont lâché l'affaire et sont rentrés à leur base.

Ensuite, il s'ensuit une succession de Tweets. Une sorte de guerre de Tweets entre les deux camps qui se renvoient la balle, ce qui en dit long sur la volonté des acteurs politiques haïtiens de cesser de jouer avec le destin d'un peuple à bout d'une Transition politique et d'une crise sociopolitique qui le réduit à l'état d'assisté. Ce sont les membres du Bureau de Suivi de l'Accord de Montana, les premiers, qui ont ouvert les hostilités par un premier Tweet à 17h 25 précises pour mettre en cause le non-respect par le Premier ministre et de l'Accord du 11 septembre de l'horaire prévu. Ils ont Twitté « Le 11 février, nous avons attendu pendant 40 minutes le Dr Henry et ses alliés dans une salle sans un mot d'excuses. En dépit de tout, nous avons discuté et nous nous sommes entendus sur l'agenda des discussions. Aujourd'hui, nous avons attendu 25 minutes. Personne n'est venu nous parler. Cela montre qu'ils n'accordent aucune importance au dialogue attendu par tout le pays. Nous sommes partis ». En réalité, les signataires de l'Accord du 30 août attendaient qu'une occasion se présente pour quitter à toute allure la table avant même que les discussions ne commencent vraiment.

Prétextant un retard de quelques minutes pour le début d'une rencontre politique, surtout en Haïti, c'est vraiment prendre tous les haïtiens pour des enfants. Bien sûr le patron de la Primature a eu tort de ne pas être présent à l'heure H compte tenu des enjeux du moment. Surtout, il avait déjà fait poiroter ses invités dans les salons de la Primature la première fois. C'est même une question de respect vis-à-vis de ses interlocuteurs. Ceci dit, les signataires du Montana auraient dû rester quelques minutes de plus s'ils voulaient sincèrement mettre en place, comme ils disent : les modalités, la méthodologie, le protocole et le délai pour les négociations. A en croire les partisans du Premier ministre, entre autres, Edmonde Supplice Beauzile, qui a en quelque sorte joué le rôle de soldat de la première ligne du régiment, cette affaire de « l'heure » est un alibi donné par Montana pour claquer la porte.

Elle aussi a Twitté pour donner la version de la Primature et de ses amis de l'Accord du 11 septembre sur ce qui s'est réellement passé « J'étais venue participer à la rencontre entre des signataires de l'Accord du 11 septembre et ceux qui expriment leur position à travers le document de Montana. Nous étions présents, attendant qu'ils soient là au complet. A 4h15, ils n'étaient que 2. Ils ont quitté à 4h22. Voilà ! On ne va pas faire une guerre sur l'heure. 80% des signataires de l'accord du 11 septembre étaient présents avant 4h. Nous étions en train d'attendre les signataires de Montana. A 4h10, j'ai vu Magali Comeau Denis et Ted Saint-Dic dans la salle. Je les ai salués. A 4h15, quelqu'un de la Primature nous a signalé la présence d'un troisième membre de l'accord de Montana. Ils attendaient l'arrivée d'un quatrième membre. Nous aussi. Ensuite, on est venu nous dire qu'ils étaient partis. Jusqu'à maintenant, nous avons l'impression qu'il s'agit d'un malentendu. C'est pour cela que nous sommes encore ici, en train de les attendre » avaient rétorqué les partisans du Premier ministre.

Comme nous le signalons plus haut, cette histoire de retard qui aurait motivé le camp en face pour faire faux bond à Ariel Henry ne tient pas et ne convainc personne connaissant l'ambiance politique en Haïti. D'ailleurs, sans tarder, dans la soirée même de ce 14 février, le Bureau de Suivi de l'Accord (BSA) avait fait parvenir un nouveau courrier au chef actuel de la Transition en lui imposant une panoplie de conditions à remplir avant toute reprise des pourparlers sur la Transition. Parmi ces conditions, ils réclament, entre autres, un lieu neutre, plus question de venir s'asseoir ni à la Primature ni à la Villa d'Accueil, les fiefs d'Ariel Henry. Ils veulent « Que le siège des rencontres soit déplacé vers un lieu neutre, un hôtel dont les coûts seront pris en charge à égalité par les deux parties ».

Ou encore « Que le chef du gouvernement en place déclare publiquement surseoir, le temps des discussions pour la recherche d'un consensus, à la nomination illégale des juges de la Cour de cassation, à la mise en place de son Conseil Electoral Provisoire, de son Assemblée constituante et de son Autorité de contrôle, autant de décisions qui ne peuvent être légitimées que par un large consensus ». En clair, les signataires de l'Accord du 30 août suspendent pratiquement toute relation avec le Premier ministre sauf si celui-ci obéit ou accepte sans conditions les demandes du BSA, ce qui serait déjà une première victoire pour Montana et signerait aussi le premier échec des caciques des partis politiques qui conseillent et entourent Ariel Henry depuis la prise du pouvoir. Ce courrier pourrait aussi sceller la rupture entre les deux Accords : Montana/PEN et Museau. Puisque, jusqu'à aujourd'hui, le Premier ministre a.i, Ariel Henry, et ses alliés n'ont donné aucune suite aux demandes des membres du Bureau de Suivi de l'Accord du 30 août.

C.C



De gauche à droite l'ancien sénateur Youri Latortue du PEN et Magali Comeau Denis de l'accord de Montana

The Rupture between the Montana Group and the Prime Minister



Dr. Ariel Henry, Haiti's de facto Prime Minister

The following article is the 10th installment of a weekly series in French entitled "Haiti, from One Transition to Another" by Catherine Charlemagne. It painstakingly chronicles the difficult democratic birthing underway in Haiti today.

by Catherine Charlemagne

Mon., Feb. 14, 2022, Valentine's Day, was, in Haiti, the day of the bitter break between the signatories of the Aug. 30 and Sep. 11 Accords. This was just the byproduct of a deeper rift, which exposes the cynicism and folly of the two politically similar camps with rival plans for how to carry out the transition back to constitutional government, one as "quickly as possible" and the other over the course of about two years.

So, one might ask, what's the problem? A week earlier, it was already suspected that the members of the Prime Minister's Sep. 11 Agreement and their Aug. 30 counterparts had established their first direct contacts. It was Feb. 2, 2022, and the signatories of the Montana Agreement had just designated their representatives for the "Transition of Rupture" – a President and a Prime Minister – addressing themselves by mail to the interim Prime Minister to propose they begin a dialogue on the transition. Without delay, but without really believing it, Henry accepted the idea of a summit.

A few days later, on Fri. Feb. 11, the two groups met at the Prime Minister's residence in Musseau. After a stormy and tedious debate, if are to believe the very words of the two protagonists, things did not go very well. Ariel Henry himself, during a press conference after the meeting, spoke of a "meeting which was quite long," and a few hours later, on his Twitter account, wrote that it was "a meeting which was laborious." In fact, it was his counterparts' statements that really interested the general public. It turns out that those who had requested this first meeting did not do as is customary after such a meeting: hold a press conference.

It was already a sign that things had gotten off to a bad start between the two groups. The quartet representing the Aug. 30 Montana Agreement – Leslie Voltaire (representing the Lavalas Family party), Ernst Mathurin, Magali Comeau Denis, and Jacques Ted Saint-Dic from the Agreement Monitoring Office (BSA) – gave no explanation for the postponement of their press conference. That evening, the BSA put out a note saying that "for reasons beyond our control, the press conference which was scheduled for today after the meeting with the de facto Prime Minister is postponed until tomorrow Sat., Feb. 12 at 10:00 a.m. at the same address, 9 Rue Rivière, RNDDH". We understood immediately that the meeting with Ariel Henry had gone badly. Especially since, in the meantime, there were a number of revelations in the American press – the New York Times and CNN – relating to President Jovenel Moïse's assassination. These revelations highlighted the Prime Minister's possible involvement in this murder through his friend Joseph Felix Badio, still on the run and presented as one of the alleged masterminds of this heinous act.

On Sat., Feb. 12, the media were on a war footing at the RNDDH's premises to hear the version of Ariel Henry's rivals. All the BSA delegates were present except for Leslie Voltaire. Magali Comeau Denis, Jacques Ted Saint-Dic, and Ernst Mathurin each delivered their thoughts and feelings about the meeting and adjusted their group's approach vis-à-vis the tenant of the Villa d'Accueil, while putting the bar very high for the resumption of negotiations on Mon., Feb. 14.

"Yesterday, there was time to make clear our different positions. Some things that were said have been clarified," the Montana Group said. "Then we agreed on the principle of negotiations. For us, this is an extremely important moment. Now, we will have to define the criteria and the content of the negotiations, the agenda, the time that will be devoted, and the conditions. If we reach an agreement on the protocol, negotiations will begin. At the level of the Montana Accord, we are ready to negotiate. Our Agreement was obtained on the basis of negotiations. There are suspicions about Ariel Henry's alleged involvement in the death of Jovenel Moïse that need to be clarified. In addition, we must address the demands of the [demonstrating] workers and their repression by PNH [Haitian National Police] agents during their demonstration," which had occurred earlier that week.

After a long precision and taking care to set almost impossible conditions for Ariel Henry, the signatories of the Montana Accord, almost everyone understood, were looking for a way out of this trap into which they had placed themselves. Indeed, unable to decline without a valid reason the Feb. 14 appointment fixed during the first meeting, the Montana delegates were walking backwards down the road to Musseau, to the Prime Minister, for this meeting which they did not want.

The meeting was scheduled for 4:00 p.m., but apparently nobody in the Prime Minister's office nagged Ariel Henry to be there on time. Thus, at 4:22 p.m., not seeing the host of the place, the Montana emissaries dropped the matter and returned to their base.

Then there began a succession of Tweets, a war of Tweets, began between the two camps, each casting blame on the other, which says a lot about the will of Haitian political actors to stop playing with the people's destiny at the end of a political transition and socio-political crisis which has reduced the state to a beggar.

It was the Montana Accord's BSA members who opened hostilities with a first Tweet at 5:25 p.m. sharp, questioning the non-compliance of the Prime Minister and other Sep. 11 Accord members with the scheduled meeting time. They tweeted: "On Feb. 11, we waited 40 minutes for Dr. Henry and his allies in a room without a word of apology. Despite everything, we discussed and we agreed on the agenda of the discussions. Today we waited 25 minutes. Nobody came to talk to us. This shows that they do not attach any importance to the dialogue expected by the whole country. We left." In reality, the signatories to the Aug. 30 Accord were waiting for an opportunity to storm away from the table before the talks even really began.

Claiming a delay of a few minutes for the start of a political meeting, especially in Haiti, is really taking all Haitians for children. Of course, the Prime Minister was wrong not to be on time given the challenges of the moment. Above all, he had already received his guests in the salons of the Primature the first time. It is even a matter of respect for those you are talking to.

That said, the Montana signatories should have stayed a few more minutes if they were serious about putting in place, as they say, the modalities, the methodology, the protocol, and the timeframe for the negotiations. According to the Prime Minister's supporters, among them, Edmonde Supplice Beauzile, who is playing the role of the regiment's front line soldier, this "time" question is only an alibi given by Montana group to slam the door on talks.

She also tweeted to give the version of the Prime Minister and his friends of the Sep. 11 Agreement on what really happened. "I had come to participate in the meeting between signatories of the Sep. 11 Agreement and those who express their position through the Montana document," the Prime Minister retorted. "We were present, waiting for them to be there in full. At 4:15 a.m., there were only two of them. They left at 4:22 a.m. There it is! We are not going to wage a war on the question of time. 80% of the signatories of the Sep. 11 agreement were present before 4 p.m. We were waiting for the signatories from Montana. At 4:10 a.m., I saw Magali Comeau Denis and Ted Saint-Dic in the room. I greeted them. At 4:15 p.m., someone from the Primature informed us of the presence of a third member of the Montana accord. They were awaiting the arrival of a fourth member. We were waiting for that member too. Then someone came to tell us they were gone. So far, it seems like a misunderstanding. That's why we're still here, waiting for them."

Again, this question of tardiness motivating the opposing team to give up on Ariel Henry does not hold water and does not convince anyone knowing Haiti's political atmosphere. Moreover, without delay, on the very evening of Feb. 14, the BSA had sent a new letter to Henry imposing on him a range of conditions to be fulfilled before any resumption of talks on the transition. They demanded, among other conditions, a neutral place, no more question of coming to sit neither at the Primature nor at the Villa d'Accueil, the strongholds of Ariel Henry. They demanded "that the seat of the meetings be moved to a neutral place, a hotel whose costs will be borne equally by both parties."

The Montana Accord even demanded "that the de facto head of the government publicly stop... the illegal appointment of Supreme Court judges, the establishment of his Provisional Electoral Council, of its Constituent Assembly and its Supervisory Authority, and so many other decisions that can only be legitimized by a broad consensus." Clearly, the signatories of the Aug. 30 Agreement want to suspend all relations with the Prime Minister unless he obeys or accepts the BSA's demands unconditionally, which would already be a first victory for Montana and would also signal the first failure of the chieftains of the political parties who advise and surround Ariel Henry since his seizure of power.



Magali Comeau Denis, the principal leader and face of the Montana Accord coalition.

So on one side, with arms crossed, is the Montana Accord group (which is formally allied with the Protocol for National Understanding – PEN – headed effectively by former Sen. Youri Latortue and current Senate president Joseph Lambert). And on the other side is the Sep. 11 Accord group of Musseau. This Montana group's last letter might seal the break between the two agreements, because, until today, acting Prime Minister Ariel Henry and his allies have not responded to the BSA members' demands.

NON À LA GUERRE IMPÉRIALISTE !



Il est juste et nécessaire de dénoncer les États-Unis et l'OTAN comme les principaux agresseurs mondiaux

Déclaration du CC du Parti des Travailleurs d'Autriche (PdA)

Le Parti du Travail d'Autriche (PdA) regarde avec inquiétude l'escalade du conflit inter-impérialiste autour de l'Ukraine. Depuis des semaines, les déclarations bellicistes politiques, diplomatiques et médiatiques sont en plein boom, s'efforçant de diffuser dans les sphères publiques respectives des prétextes de plus en plus nombreux pour une guerre soi-disant "juste", alors que dans le même temps, des déploiements de troupes et des manœuvres militaires sont effectués.

Le principal danger vient ici de l'impérialisme américain et de ses alliés, économiquement malmenés. Malgré des contradictions internes, les États-Unis, les alliances impérialistes de l'OTAN et de l'UE forment un front contre la Russie, présentée avec toutes sortes d'insinuations comme un havre de mal et d'irrationalité. La machine de guerre supérieure des États-Unis et de l'OTAN est déployée, la seule chose qui manque est une cause immédiate pour justifier une course générale aux armements. L'histoire nous enseigne qu'un tel "incident" majeur de ce côté ou de l'autre de la ligne de démarcation peut facilement être trouvé et mis en scène.

Les prétextes généraux sont fournis par la situation instable en Ukraine, où un coup d'État en 2014 a facilité un revirement en faveur de l'alliance transatlantique. Les politiques nationalistes ukrainiennes qui ont suivi et la répression anti-russe menée par ceux qui étaient au pouvoir à Kiev, comprenant également des forces racistes et fascistes, ont conduit à la sécession de la Crimée et à la création des républiques populaires de Louhansk et de Donetsk, principalement habitées par des russophones. En apparence, la Russie s'est posée en puissance protectrice de la population se trouvant dans les régions du bassin de Donetsk, qui sont en réalité petites par rapport à l'ensemble de l'Ukraine et qui oscillent depuis des années entre guerre civile et cessez-le-feu fragile.

Les événements récents s'expliquent dans ce contexte : L'armée ukrainienne, fortement armée par l'impérialisme occidental, a fourni des tirs d'artillerie quotidiens sur les populations de Donetsk et de Louhansk, que l'Ukraine revendique comme sa propre population. De cette manière, Kiev a notifié que les accords de Minsk étaient caducs et qu'elle comptait désormais sur une "reconquête" militaire. La Russie a réagi de la même manière : en reconnaissant officiellement les républiques populaires et en déployant des troupes pour les protéger et garantir la paix, elle rend définitivement caduques les négociations antérieures. D'une certaine manière, tout le monde obtient ce qu'il voulait, y compris les États-Unis et l'OTAN, qui souhaitaient ardemment une "invasion russe", bien qu'en miniature et uniquement dans la zone de sécession.

Dans leur suffisance habituelle, les Occidentaux s'empressent de diaboliser la Russie et de préparer une escalade de sanctions. Cependant, ce sont toujours et avant tout les États-Unis qui souhaitent une guerre ouverte afin d'affirmer leur position hégémonique impérialiste par des moyens militaires. Les agressions militaires des dernières décennies, de la Yougoslavie à l'Afghanistan, en passant par l'Irak, la Libye et la Syrie, montrent que l'impérialisme américain ne se considère globalement lié par aucune loi internationale et humaine, aucune résolution de l'ONU ni aucune limite morale fondamentale. Toute la démarche est basée sur le mensonge, l'hypocrisie et l'incitation, mais en arrière-plan, il s'agit de servir les intérêts impérialistes les plus banals. Car dans l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, les grandes puissances rivales se disputent le contrôle des sphères d'influence, les ressources, les voies de transport, les parts de marché et les possibilités d'investissement. La poursuite d'une politique correspondante par d'autres moyens est la guerre. En fin de compte, les conflits impérialistes sont toujours résolus par la violence, par la force politique et économique, et finalement par la force militaire.

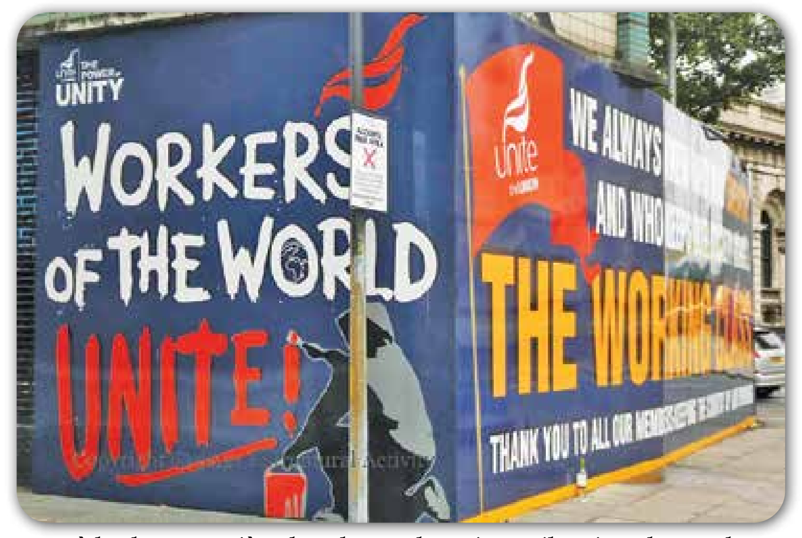
La Fédération de Russie fonctionne également dans ce système. Depuis la destruction de l'URSS socialiste, les conditions capitalistes ont été rétablies en Russie et dans les anciennes républiques soviétiques. Après la phase transitoire de l'administration modérée d'Eltsine, la Russie de Poutine adopte à nouveau une position plus offensive, bien que "seulement" dans le domaine des sphères de ses intérêts géographiques immédiates, contrairement aux États-Unis. Néanmoins, la Russie est un État capitaliste bourgeois puissant, doté de grands monopoles - pas seulement dans le secteur de l'énergie -, d'une oligarchie financière, capable d'exporter des capitaux, de monopoles privés et d'État aux intérêts transnationaux ainsi que d'une puissance militaire considérable. La Russie est un État impérialiste. En tant que tel, l'impérialisme russe est en concurrence avec d'autres États impérialistes, notamment les États-Unis et les pays d'Europe occidentale, tout en cherchant des alliés, comme la Chine. Si la Russie s'oppose aujourd'hui occasionnellement aux intérêts des États-Unis et de l'OTAN sur le plan politique mondial, ce n'est pas pour des raisons "anti-impérialistes" ou de droit international, mais parce que cela correspond aux intérêts du grand capital russe. Cela est également vrai dans le conflit sur les zones frontalières des sphères d'influence respectives telles que l'Ukraine, la Biélorussie et les États baltes, le Kazakhstan, le Caucase et la Transcaucasie, ou encore l'Asie centrale.

Dans ce contexte, il est juste et nécessaire de dénoncer les États-Unis et l'OTAN comme les principaux agresseurs mondiaux et d'exiger qu'ils ne déclenchent pas une guerre avec la Russie. Mais cela ne signifie pas qu'il faut se ranger derrière la Russie. Il n'appartient pas aux partis communistes de choisir l'un des deux camps dans le conflit inter-impérialiste, qu'importe s'il est le plus faible ou le supposé "moindre mal". Les communistes s'opposent à l'impérialisme, à toutes les guerres impérialistes, car ce sont toujours les peuples et les classes ouvrières de toutes les nations concernées qui paient le prix sanglant des guerres de la classe dominante. Les guerres impérialistes ne sont jamais "nos" guerres. À Washington, Bruxelles et Moscou, ce



Les peuples disent : Non à la guerre ! Non à l'OTAN

POUR LA PAIX PAR LE SOCIALISME !



C'est à la classe ouvrière dans le monde entier qu'il revient de prendre en charge le combat pour la paix.

ne sont pas nos amis qui gouvernent mais nos ennemis de classe acharnés, qui suppriment les organisations communistes et n'hésitent jamais à envoyer la classe ouvrière au front et à l'utiliser comme chair à canon pour les intérêts du capital.

C'est pourquoi il est nécessaire d'exposer et de contrecarrer les plans impérialistes de tous bords, d'organiser une résistance antimilitariste et de lutte de classe contre les bellicistes de tous bords, contre les laquais politiques et médiatiques et leurs clients capitalistes. Le principal ennemi des travailleurs se trouve chez eux, ce sont les dirigeants du système capitaliste bourgeois. Pour la classe ouvrière nord-américaine, c'est l'impérialisme américain, pour la classe ouvrière russe, c'est l'oligarchie russe. Pour la classe ouvrière autrichienne, c'est leur propre gouvernement du grand capital. Ce dernier nourrit également des objectifs impérialistes limités en nouant un partenariat stratégique avec les États-Unis et la République Fédérale d'Allemagne - donc un lien indirect avec l'OTAN et en faisant parti du regroupement des impérialismes européens dirigés par la RFA et la France à travers l'UE. [ndlr: l'Autriche fait partie du "partenariat pour la paix" de l'OTAN depuis 1995, comme la Finlande, la Suède et l'Irlande]

La neutralité autrichienne a été enterrée depuis longtemps par les gouvernements dirigés par le SPÖ et l'ÖVP. Si l'on parle encore timidement de diplomatie de paix et de médiation en Autriche, c'est essentiellement en raison du fait qu'une partie du capital monopoliste autrichien est impliquée en Russie, en Biélorussie, en Ukraine et au Kazakhstan et souhaite le moins de perturbations possible, telles que des sanctions ou même une guerre. En cas de doute, cependant, le capital autrichien et son gouvernement joueront le rôle de petit chien bien élevé des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE dominée par la RFA afin d'obtenir une petite part du butin. Il existe un danger sérieux que le peuple autrichien et la classe ouvrière soient entraînés dans un conflit direct et militaire entre grandes puissances, ce qui exigerait des sacrifices considérables.

Les communistes sont certainement les premiers à espérer une solution pacifique. Mais l'impérialisme n'est pas capable de paix. Les phases de paix formelles ne sont que des espaces de respiration dans les conflits entre puissances impérialistes, qui délocalisent leurs guerres dans d'autres régions et se contentent parfois des interventions ou de simili guerres. La lutte interne à l'impérialisme pour le nécessaire redécoupage du monde finit toujours par être menée avec des moyens militaires - c'est une loi de l'impérialisme dans le contexte de son développement inégal. Dans la configuration actuelle, le point culminant sera entre les États-Unis et la Chine qui se disputent la suprématie au sein du système capitaliste mondial et entretiennent tous deux un large système d'alliances. Ainsi, même le conflit alimenté des États-Unis et de l'OTAN avec la Russie n'est qu'un prélude à la bataille finale pour la position hégémonique mondiale - le champ de bataille potentiel de l'Ukraine n'est en fait qu'un spectacle secondaire.

La grande guerre impérialiste arrivera tôt ou tard, à moins que les conditions de base ne changent. Ces conditions de base sont celles de l'impérialisme, du capitalisme monopoliste. Dans ce cadre, une classe ouvrière militante et un mouvement pacifiste fort peuvent contraindre les dirigeants à la paix pour des périodes limitées, mais pas pour toujours. Une paix durable pour tous les peuples du monde ne sera possible que dans des conditions socialistes. Par conséquent, la lutte révolutionnaire déterminée et cohérente contre le capitalisme et l'impérialisme, pour le socialisme et la société sans classes est la meilleure politique de paix.

Le Parti du Travail d'Autriche défend et demande :

L'arrêt de la propagande de guerre et des menaces des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE contre la Russie !

La nécessité de dévoiler et de contrecarrer les plans de guerre des nations impérialistes !

Pas de sang ouvrier pour les raids du capital monopoliste

Seuls l'internationalisme, la solidarité et la lutte des classes peuvent arrêter les bellicistes !

Pour la paix par le socialisme !

Ce qui concerne l'Autriche, le PdA exige :

Aucune participation autrichienne aux missions militaires de l'UE et de l'OTAN !

Pas de troupes de l'OTAN sur le territoire autrichien ! Interdiction de survoler l'espace aérien autrichien !

L'arrêt de toutes les exportations d'armes autrichiennes !

Pas d'"aide financière" pour les programmes de réarmement !

Retrait de l'Autriche du Partenariat pour la Paix de l'UE et de l'OTAN !

Solidnet 24 février 2022
Solidarité Internationale
24 février 2022

Victoria Nuland : L'Ukraine possède des « installations de recherche biologique » et craint que la Russie ne s'en empare !



La sous-secrétaire d'État aux affaires politiques Victoria Nuland témoigne devant une audience du Comité sénatorial des relations étrangères sur l'Ukraine le 08 mars 2022 à Washington, DC. (Photo de Kevin Dietsch/Getty Images)

Par Glenn Greenwald

Les aveux de la néoconservatrice jettent une lumière importante sur le rôle des États-Unis en Ukraine et soulèvent des questions essentielles sur ces laboratoires qui méritent des réponses.

Les "vérificateurs de faits" autoproclamés de la presse commerciale américaine ont passé deux semaines à qualifier de désinformation et de fausse théorie du complot l'affirmation selon laquelle l'Ukraine disposerait de laboratoires d'armes biologiques, seule ou avec le soutien des États-Unis. Ils n'ont jamais présenté de preuves à l'appui - comment pouvaient-ils le savoir ? et comment pouvaient-ils prouver le contraire ? - mais ils l'ont néanmoins affirmé avec le ton d'autorité et d'assurance qui les caractérise, ainsi que leur droit autoproclamé de décréter la vérité, en qualifiant définitivement ces affirmations de fausses.

Les affirmations selon lesquelles l'Ukraine possède actuellement des laboratoires d'armes biologiques dangereuses sont venues de la Russie et de la Chine. Le ministère chinois des Affaires étrangères a affirmé ce mois-ci : « *Les États-Unis ont sous leur contrôle 336 laboratoires dans 30 pays, dont 26 rien qu'en Ukraine.* » Le ministère russe des Affaires étrangères a affirmé que « *la Russie a obtenu des documents prouvant que des laboratoires biologiques ukrainiens situés près des frontières russes travaillaient au développement de composants d'armes biologiques.* » De telles affirmations méritent le même niveau de scepticisme que les démentis américains : à savoir qu'il ne faut pas croire que tout cela est vrai ou faux en l'absence de preuves. Pourtant, les vérificateurs de faits américains se sont consciencieusement et par réflexe rangés du côté du gouvernement américain pour déclarer que de telles affirmations étaient de la "désinformation" et pour les tourner en dérision en les qualifiant de théories du complot de Qanon.

Malheureusement pour ce système de propagande qui se fait passer pour une vérification neutre et rigoureuse des faits, le fonctionnaire néocon qui a longtemps été en charge de la politique américaine en Ukraine a témoigné lundi devant la commission des affaires étrangères du Sénat et a fortement suggéré que ces affirmations sont, au moins en partie, vraies. Hier après-midi, la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland a comparu devant la commission sénatoriale des affaires étrangères. Le sénateur Marco Rubio (Républicain-Floride), espérant démentir les affirmations de plus en plus nombreuses selon lesquelles il y aurait des laboratoires d'armes chimiques en Ukraine, a demandé à Nuland d'un air suffisant : « *L'Ukraine a-t-elle des armes chimiques ou biologiques ?* »

Rubio s'attendait sans doute à un démenti catégorique de la part de Nuland, apportant ainsi une nouvelle "preuve" que ces spéculations sont d'ignobles Fake News émanant du Kremlin, du PCC et de QAnon. Au lieu de cela, Nuland a fait quelque chose de complètement inhabituel pour elle, pour les néocons et pour les hauts responsables de la politique étrangère américaine : pour une raison quelconque, elle a raconté une partie de la vérité. Sa réponse a visiblement stupéfié Rubio qui, dès qu'il a réalisé les dommages qu'elle causait à la campagne de communication américaine en disant la vérité, l'a interrompue et a insisté pour qu'elle affirme plutôt que si une attaque biologique devait se produire, tout le monde devrait être « sûr à 100% » que c'est la Russie qui l'a fait. Reconnaissante pour la bouée de sauvetage, Nuland a dit à Rubio qu'il avait raison.

Mais le sauvetage de Rubio est arrivé trop tard. Lorsqu'on lui a demandé si l'Ukraine possédait des "armes chimiques ou biologiques", Nuland n'a pas nié : pas du tout. Au lieu de cela, elle a reconnu - avec un malaise palpable en triturant son stylo et en s'exprimant de manière hésitante, un contraste flagrant avec son style habituellement arrogant de s'exprimer dans le jargon officiel du Département d'Etat -"euh, l'Ukraine a, euh, des armes chimiques et biologiques" : "euh, l'Ukraine a, euh, des installations de recherche biologique." Tout espoir de dépeindre de telles "installations" comme bénignes ou banales a été immédiatement détruit par l'avertissement qu'elle a rapidement ajouté : « *nous sommes maintenant en fait assez préoccupés par le fait que les troupes russes, les forces russes, pourraient chercher à, euh, prendre le contrôle de [ces laboratoires], et nous travaillons donc avec les Ukrainiens [sic] sur la façon dont ils peuvent empêcher tout matériel de recherche de tomber entre les mains des forces russes si elles s'approchent* » - [interruption par le sénateur Rubio] :

L'admission bizarre de Nuland selon laquelle "l'Ukraine dispose d'installations de recherche biologique" suffisamment dangereuses pour justifier la crainte qu'elles ne tombent entre les mains des Russes constituait ironiquement une preuve plus décisive de l'existence de tels programmes en Ukraine que ce qui a été offert en 2002 et 2003 pour corroborer les allégations américaines sur les programmes chimiques et biologiques de Saddam en Irak. Une confession réelle contre l'intérêt d'un haut fonctionnaire américain sous serment est clairement plus significative que la présentation par Colin Powell d'un tube à essai contenant une substance inconnue tout en montrant des images satellites granuleuses que personne ne pouvait déchiffrer.

Il va sans dire que l'existence d'un programme de "recherche" biologique ukrainien ne justifie pas une invasion par la Russie, et encore moins une attaque aussi complète et dévastatrice que celle qui est en cours : pas plus que l'existence d'un programme biologique similaire sous Saddam n'aurait rendu l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 justifiable. Mais la confession de Nuland jette une lumière critique sur plusieurs problèmes importants et soulève des questions vitales qui méritent des réponses.

Toute tentative de prétendre que les installations biologiques de l'Ukraine ne sont que des laboratoires médicaux bénins et standard est contredite par la grave préoccupation explicite de Nuland selon laquelle "les forces russes pourraient chercher à prendre le contrôle" de ces installations et que le gouvernement américain est donc, en ce moment même, "en train de travailler avec les Ukrainiens sur la façon dont ils peuvent empêcher que ces matériaux de recherche ne tombent entre les mains des forces russes". La Russie a ses propres laboratoires de recherche médicale avancée. Après tout, elle a été l'un des premiers pays à développer un vaccin COVID, un vaccin que le Lancet, le 1er février 2021, a déclaré "sûr et efficace" (même si les responsables américains ont fait pression sur de nombreux pays, dont le Brésil, pour qu'ils n'acceptent aucun vaccin russe, tandis que des alliés des États-Unis comme l'Australie ont refusé pendant une année entière de reconnaître le vaccin COVID russe dans le cadre de leur passe vaccinal). La seule raison d'être "très préoccupé" par le fait que ces "installations de recherche biologique" tombent entre les mains des Russes est qu'elles contiennent des matériaux sophistiqués que les scientifiques russes n'ont pas encore mis au point eux-mêmes et qui pourraient être utilisés à des fins néfastes - c'est-à-dire soit des armes biologiques avancées, soit des "recherches" à double usage susceptibles d'être transformées en armes.

Qu'y a-t-il dans ces laboratoires biologiques ukrainiens qui les rendent si inquiétants et dangereux ? Et l'Ukraine, qui n'est pas exactement connue pour être une grande puissance en matière de recherche biologique avancée, a-t-elle bénéficié de l'aide d'autres pays pour développer ces substances dangereuses ? L'assistance américaine se limite-t-elle à ce que Nuland a décrit lors de l'audition - "travailler avec les Ukrainiens sur la façon dont ils peuvent empêcher que ces matériaux de recherche ne tombent entre les mains des forces russes" - ou l'assistance américaine s'est-elle étendue à la construction et au développement des "installations de recherche biologique" elles-mêmes ?

Malgré tout le langage dédaigneux utilisé au cours des deux dernières semaines par ceux qui se sont autoproclamés "vérificateurs de faits", il est confirmé que les États-Unis ont travaillé avec l'Ukraine, pas plus tard que l'année dernière, au "développement d'une culture de gestion des risques biologiques, de partenariats de recherche internationaux et de la capacité des partenaires à renforcer les mesures de biosécurité et de biosurveillance". L'ambassade des États-Unis en Ukraine s'est publiquement vantée de son travail de collaboration avec l'Ukraine "pour consolider et sécuriser les agents pathogènes et les toxines présentant un risque pour la sécurité et pour continuer à garantir que l'Ukraine puisse détecter et signaler les épidémies causées par des agents pathogènes dangereux avant qu'elles ne constituent une menace pour la sécurité ou la stabilité".

Cette recherche biologique conjointe États-Unis/Ukraine est, bien sûr, décrite par le département d'État de la manière la moins menaçante possible. Mais cela soulève à nouveau la question de savoir pourquoi les États-Unis seraient si gravement préoccupés par des recherches bénignes et courantes tombant entre les mains des Russes. Il semble également très étrange, et c'est un euphémisme, que Nuland ait choisi de reconnaître et de décrire les "installations" en réponse à une question claire et simple du sénateur Rubio sur la question de savoir si l'Ukraine possède des armes chimiques et biologiques. Si ces laboratoires sont simplement conçus pour trouver un remède au cancer ou créer des mesures de sécurité contre les agents pathogènes, pourquoi, dans l'esprit de Nuland, cela aurait-il quelque chose à voir avec un

suite à la page(15)

La Russie dénonce à l'ONU, preuves à l'appui, les armes biologiques de la peste, anthrax, tularémie, choléra...



L'ambassadeur russe aux Nations-unies Vassily Nebenzia, lors d'une réunion d'information du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU)

Par Vassily Nebenzia

Voici la déclaration du Représentant permanent de la Russie, Vassily Nebenzia, lors d'une réunion d'information du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) sur les laboratoires biologiques en Ukraine. Ce dernier annonce que la Russie a mis la main sur des documents confirmant que l'Ukraine menait des expériences biologiques extrêmement dangereuses, visant à améliorer les propriétés pathogènes de la peste, de l'anthrax, de la tularémie, du choléra et d'autres maladies mortelles à l'aide de la biologie de synthèse. Le tout étant financé et supervisé par la Defense Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis.

Madame la Présidente,
Collègues,

La « pandémie de COVID-19 » a démontré à quel point l'humanité est vulnérable face aux menaces biologiques. Elle nous a fait payer un lourd tribut et continue de coûter des vies.

Lorsque la Convention sur les armes biologiques et à toxines (BTWC) est entrée en vigueur en 1975, on espérait que le monde serait au moins à l'abri des menaces biologiques d'origine humaine, car tous les États signataires ont pris conscience des risques énormes liés à l'utilisation d'armes biologiques (BW) et ont abandonné les plans pour les développer.

Malheureusement, nous avons des raisons de penser que ces espoirs ne se sont pas entièrement réalisés.

Nous avons convoqué cette réunion parce que lors de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, des faits choquants ont été révélés : le régime de Kiev dissimule de toute urgence les traces d'un programme biologique militaire que Kiev a mis en œuvre avec le soutien du département américain de la Défense.

Le ministère russe de la Défense a mis la main sur des documents confirmant que l'Ukraine a développé un réseau d'au moins 30 laboratoires biologiques qui hébergent des expériences biologiques extrêmement dangereuses, visant à améliorer les propriétés pathogènes de la peste, de l'anthrax, de la tularémie, du choléra et d'autres maladies mortelles à l'aide de la biologie de synthèse. Ce travail est financé et directement supervisé par la Defense Threat Reduction Agency (DTRA) des États-Unis, entre autres dans l'intérêt du Centre national du renseignement médical du Pentagone. Le rôle clé dans ces programmes a été joué par un laboratoire central de référence BSL-3 à l'Institut de recherche scientifique anti-peste Mechnikov à Odessa, en Ukraine. Des centres de recherche dans d'autres villes ont également joué un rôle – Kiev, Lvov, Kharkov, Dnipro, Kherson, Ternopol, Uzhgorod, Vinnytsia. Les résultats de la recherche ont été envoyés aux centres biologiques militaires des États-Unis, notamment au U.S. Army Medical Research Institute of Infections Diseases, au Walter Reed Army Institute of Research, au US Naval Medical Research et aux laboratoires de guerre biologique de l'armée américaine à Fort Detrick qui étaient autrefois les centres clés du programme d'armes biologiques américain.

Tous les documents sont disponibles sur le site Web du ministère russe de la Défense et sont présentés lors de briefings quotidiens. Permettez-moi de citer les exemples les plus éloquents.

L'armée russe a appris les détails du projet UP-4 qui a été mis en œuvre dans les laboratoires de Kiev, Kharkov et Odessa. Il a étudié les possibilités de propagation d'infections particulièrement dangereuses par les oiseaux migrateurs, notamment la grippe H5N1 hautement pathogène (mortelle pour l'homme dans 50 % des cas) et la maladie de Newcastle. Dans le cadre d'un autre projet, les chauves-souris ont été considérées comme porteuses d'agents potentiels d'AP. Parmi les priorités identifiées figurent l'étude des pathogènes bactériens et viraux pouvant être transmis des chauves-souris à l'homme : pathogènes de la peste, de la leptospirose, de la brucellose, ainsi que des coronavirus et des filovirus. Les documents de projet indiquent clairement que les États-Unis ont activement financé des bioprojets en Ukraine.

En outre, des expériences ont été menées pour étudier la propagation de maladies infectieuses dangereuses par des ectoparasites — puces et poux. Il est clair, même pour les non-experts, que de telles expériences sont des plus imprudentes, car elles ne donnent aucune possibilité de contrôler l'évolution de la situation. Des recherches similaires (utilisant des puces et des poux comme agents BW) ont été menées dans les années 40 sur le développement de composants d'armes biologiques par la tristement célèbre unité japonaise 731, dont les membres ont ensuite fui aux États-Unis pour échapper aux poursuites pour crimes de guerre.

L'Ukraine a une situation géographique unique, où les routes migratoires transcontinentales des porteurs potentiels de maladies dangereuses se croisent. Beaucoup de ces itinéraires traversent les territoires de la Russie et de l'Europe de l'Est. Les recherches que j'ai mentionnées ont été menées au cœur même de l'Europe de l'Est et à proximité immédiate des frontières russes. Selon les données reçues, les oiseaux qui ont été bagués et relâchés lors de recherches biologiques dans la réserve naturelle de Kherson ont été capturés dans les régions d'Ivanovo et de Voronezh en Russie.

L'analyse des matériaux obtenus confirme le transfert de plus de 140 conteneurs avec des ectoparasites de chauves-souris d'un biolab à Kharkov à l'étranger. On ne sait rien du sort de ces dangereux biomatériaux et des conséquences qu'il pourrait y avoir une fois qu'ils se seront « dissipés » (peut-être en Europe) en l'absence de tout contrôle international. Dans tous les cas, les risques sont élevés qu'ils soient volés à des fins terroristes ou vendus au marché noir.

Plusieurs milliers d'échantillons de sérum sanguin de patients atteints de COVID-19 (la plupart d'origine slave) ont été transportés d'Ukraine à l'Institut de recherche de l'armée Walter Reed aux États-Unis, prétendument pour des essais de traitement et de prévention du COVID-19.

Tout le monde sait à quel

suite à la page(16)

Ukraine. Derrière la guerre: ce que veulent les États-Unis



Rapid Trident: du 20 septembre au 1er octobre 2021, 6 000 militaires de 15 pays ont participé à des exercices visant «à améliorer le niveau d'interopérabilité entre les unités et les quartiers généraux des forces armées ukrainiennes, des États-Unis et des partenaires de l'OTAN», d'après le ministre ukrainien de la défense. Ce sont ces installations militaires que les Russes viennent de faire exploser près de Lviv, dans l'ouest très pro-européen et néo-nazi de l'Ukraine

Par Alexandra Panaguli

Celui qui contrôle les médias façonne l'opinion publique, ce qui aide à gagner la guerre. Pour donner du poids à la vision occidentale, le Financial Times a même exceptionnellement abandonné sa demande d'abonnement pour visionner ses articles sur l'Ukraine, tandis que Russia Today et Sputnik ont été interdits. Maintenant, on a publiquement répertorié les sénateurs (républicains) qui ont refusé de signer le projet de loi d'aide militaire à l'Ukraine, et les entreprises qui refusent de quitter la Russie.

1) Diaboliser Poutine

La focalisation des médias et politiciens occidentaux est sur Poutine: le faire apparaître alternativement, fou, nostalgique d'un passé héroïque et, surtout, agissant seul – ce qui est loin d'être rationalité», déclare Steve Gutterman de Radio Free Europe/Radio Liberty. L'ancien secrétaire à la Défense, Robert Gates, a dit à CNN qu'il semblait que Poutine *"avait déraillé"*. *"C'est un Poutine différent"*, a récemment déclaré l'ancienne secrétaire d'État Condoleezza Rice à Fox News. *"Il était toujours calculateur et froid, mais c'est différent. Il semble erratique." "Poutine 'un criminel de guerre' et devrait être jugé à La Haye, dit Lindsey Graham"*, rapporte Alexander Nazaryan, correspondant principal de la Maison Blanche pour Yahoo News.

"Poutine opère de plus en plus émotionnellement", a déclaré l'un des "experts" les plus cités, Fiona Hill. *"Chaque fois que vous pensez, 'Non, il ne le ferait pas, n'est-ce pas?' Eh bien, oui, il le ferait»*, a-t-elle déclaré. Et cette ancienne directrice des affaires européennes et russes au Conseil de sécurité nationale sous Donald Trump



Les chefs de gouvernement de Biélorussie (Lukashenko), Russie (Putin), Allemagne (Merkel), France (Hollande) et Ukraine (Poroshenko) lors des 2ème accords de Minsk (capitale de Biélorussie), signés le 12 février 2015. Destinés à résoudre le conflit entre les insurgés pro-russes et le gouvernement central, ce dernier ne l'a jamais mis en application, et ni l'Allemagne ni la France n'ont fait pression en ce sens

le cas comme on l'a vu dans l'article précédent, un point de vue résumé par nul autre que le directeur de la CIA de Biden, William J. Burns, qui était en 2008 ambassadeur des États-Unis à Moscou: « *L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est la plus forte de toutes les lignes rouges pour l'élite russe (**pas seulement Poutine**). En plus de deux ans et demi de conversations avec des acteurs clés de la Russie, des recoins sombres du Kremlin aux détracteurs libéraux les plus virulents de Poutine, je n'ai encore trouvé **personne** qui considère l'Ukraine dans l'OTAN comme autre chose qu'un défi direct aux intérêts russes*".

« *Poutine a peut-être 'perdu le contact avec la réalité', dit un expert* », titrait juste après le début de la guerre Michael Isikoff, correspondant en chef enquêteur de Yahoo News, anciennement chez NBC News et Newsweek. «‹Il a changé›: les paroles et les actions de Poutine soulèvent des questions sur sa et officielle du renseignement national pour la Russie et les affaires eurasiennes sous Barack Obama et George W. Bush, ainsi que biographe de Poutine, a poursuivi: «Cette émotion viscérale est malsaine et extraordinairement dangereuse parce qu›il y a peu de freins et contrepoids autour de Poutine. Il l›a souligné lors de la réunion du Conseil de sécurité nationale, où il est devenu très clair que c›était sa décision. Il assumait en quelque sorte l›entière responsabilité de la guerre, et même les chefs de ses services de sécurité et de renseignement semblaient avoir été pris au dépourvu par la rapidité avec laquelle les choses évoluaient".

D'autres, comme Elizabeth Wood, historienne du Massachusetts Institute of Technology, vont plus loin. Elle écrivait en 2011: «En faisant de la guerre [2ème guerre mondiale] *un événement personnel et aussi sacré, Vladimir Poutine a créé un mythe et un rituel qui l'élève personnellement, unissant la Russie (au moins théoriquement) et le montrant comme le héros-en-chef naturel. Le guerrier qui est personnellement associé à la défense de la patrie. Il a le glamour du présent, mais il est aussi le héros du passé"*.

Derrière l'homme se cache une réalité stratégique qui supplante toute caractéristique humaine superficielle. Il semble, au contraire, que Poutine ait une vision claire et la discipline requise pour la mettre en œuvre – contrairement, soit dit en passant, à tout dirigeant occidental/européen contemporain, inféodé aux États-Unis. John Bolton, l'un des représentants les plus bellicistes et les plus anciens de l'establishment de la sécurité étatsunienne, a déclaré à la BBC: *"Je sais qu'il y a beaucoup de théories et de spéculations selon lesquelles il manque une vis à Poutine. Je ne pense pas. Je pense que c'est un homme froid, dur et calculateur"*. Andrei Illarionov, qui a été conseiller économique de Poutine de 2000 à 2005, a également déclaré qu'il ne pensait pas que le comportement de Poutine démontrait qu'il *"perdait la tête"*. Il a déclaré à Sean Spicer et Lyndsay Keith de Newsmax le 3 mars que *"Poutine est très 'concentré', 'calculé' et 'persistant"*. Finalement, Kenneth Dekleva, un psychiatre qui travaillait à l'ambassade des États-Unis à Moscou (!) et se spécialise dans l'analyse du leadership et le profilage de la psychologie politique à des fins de sécurité nationale, a déclaré: «La décision du dirigeant russe d›attaquer l›Ukraine n›est pas la preuve d›une sorte d›instabilité».

Bien sûr, si vous ignorez l'histoire et ne regardez que les faits actuels, vous ne comprendrez pas ce qui se passe, et toute l'affaire vous paraîtra une folle aventure.

2) Renforcement militaire de l'Ukraine et présence de l'OTAN

J'ai regardé l'entièreté de la réunion du 21 février du Conseil de sécurité nationale russe (un peu plus d'une heure et demie) et cela ressemblait à une classe avec Poutine présidant à une table - à une distance de sécurité due au coronavirus - et les membres du Conseil chacun sur une chaise , dans un hémicycle, venant à la tribune, un par un, appelés par un proviseur tirant son autorité de ses 22 ans au pouvoir. Chaque membre, de Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité, Sergueï Choïgou, ministre de la Défense, à Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, et une demi-douzaine d'autres, ressemblait un peu à des écoliers récitant leur leçon, dans un discours verbeux, et à la fin convenant qu'il n'y avait plus de place pour de nouvelles négociations, en particulier sur la question de la reconnaissance des républiques de Donetsk et de Louhansk.

Ils faisaient référence aux accords de Minsk de 2014 et 2015 signés par l'Ukraine, la Russie et les séparatistes de l'est de l'Ukraine, ainsi qu'un représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), avec la médiation de l'Allemagne et de la France. L'objectif était de mettre fin à la lutte sanglante entre l'armée ukrainienne et les séparatistes pro-russes dans le Donbass à l'est du pays, qui avait commencé après le coup d'État de Maïdan en 2014 ayant renversé le président constitutionnellement élu Viktor Ianoukovitch. Les accords de Minsk auraient également mis l'Ukraine sur la voie d'une réforme constitutionnelle et d'une fédération avec plus de pouvoir de décision pour les régions, en particulier les provinces orientales de Donetsk et Louhansk où la population est majoritairement d'origine et de langue russes.

Cela était particulièrement important pour cette dernière et pour la Russie si, sous une forme fédérative, elle avait évolué dans le sens où les provinces de l'Est pouvaient opposer leur veto à toute décision du gouvernement central, y compris culturelle (maintenir le russe comme langue) et politique (bloquer l'entrée à l'OTAN). Cela aurait signifié une neutralité de facto de l'Ukraine (et probablement beaucoup d'immobilisme politique/impasses). Les accords n'ont jamais été mis en œuvre, et l'Allemagne et la France n'ont jamais fait pression sur le gouvernement de Kiev – qui les a tout simplement ignorés – espérant faire basculer l'Ukraine de leur côté, l'Union Européenne.

Sur un autre plan, la Russie avait récemment fait pression sur l'OTAN, avec de plus en plus d'insistance, pour



Justin Trudeau, premier ministre du Canada, avec Andriy Parubiy, cofondateur du parti néo-nazi Svoboda. C'est Parubiy qui a dirigé le très violent mouvement de protestation de l'EuroMaidan en 2014 et a ensuite supervisé, en tant que secrétaire du Conseil de sécurité nationale et de défense, l'opération contre les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine, avant de devenir président du parlement ukrainien de 2016 à 2019. Il est depuis assez introuvable...

obtenir des garanties de sécurité que l'Ukraine resterait neutre et ne recevrait pas d'armes nucléaires. Le président Zelensky avait clairement indiqué son orientation occidentale, effectuant son premier voyage officiel à l'étranger en tant que président au siège de l'OTAN à Bruxelles le 4 juin 2019, exactement deux semaines après son entrée en fonction. Il a appelé Poutine une semaine plus tard, proposant de tenir une réunion avec la participation des dirigeants de l'Allemagne, de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni. (Incidemment, les États-Unis étaient représentés à l'investiture de Zelensky par le secrétaire à l'énergie, Rick Perry, ancien gouverneur du Texas.)

L'OTAN n'a jamais répondu à Moscou et les États-Unis ont continué à verser effrontément leur aide militaire à l'Ukraine - avec une accélération sous Trump pour inclure des armes défensives - pour un total de 2,7 milliards de dollars depuis 2014, dont **un milliard au cours de l'année dernière 2021**. Cela fait de «l›Ukraine l›un des principaux bénéficiaires de l›aide militaire étatsunienne, se classant au 7e rang mondial entre 2016 et 2020 et le plus grand bénéficiaire de ce type en Europe, selon le Security Assistance Monitor. Au-delà des montants en dollars, les États-Unis ont fourni une formation militaire étrangère à au moins 10 629 stagiaires ukrainiens entre 2015 et 2019», comme l'a rapporté le groupe de réflexion Stimson de Washington DC. À quoi il faut ajouter l'entraînement par la CIA des forces spéciales ukrainiennes sur le sol des Etats-Unis, dont le public a pris connaissance il y a quelques jours seulement.

En ce qui concerne les exercices militaires, le dernier en date était le Rapid Trident, le 20 septembre 2021, dans la ville de Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine, auquel 6 000 militaires de 15 pays ont participé, dont une brigade lituanienne-polonaise-ukrainienne, une équipe de combat de la brigade de la Garde nationale de Washington, **déployée en Ukraine depuis avril**. Selon le service de presse du ministère de la Défense de l'Ukraine, ces exercices visaient «à améliorer le niveau d›interopérabilité entre les unités et les quartiers généraux des ***forces armées ukrainiennes, des États-Unis et des partenaires de l'OTAN***», ainsi qu'à être une «important étape vers ***l'intégration européenne** de l'Ukraine"*.

Je ne peux que me demander ce que ferait le gouvernement

suite à la page(15)

Ce que change la visite officielle du Gouvernement des Etats-Unis à Caracas



Les Etats-Unis ont baissé le ton arrogant de leur relation avec le Venezuela dans la mesure où certaines choses sont à présent plus importantes. Face à la nouvelle situation de guerre et à la situation de l'économie mondiale

Par Ociel Alí López

La haute commission envoyée par les Etats-Unis au Venezuela, qui s'est rendue au Palais de Miraflores samedi dernier a fait apparaître des scénarios insoupçonnés jusqu'à présent.

Ce début de conversations n'implique pas un changement très important dans la politique de Washington qui réalisait déjà des modifications de sa stratégie concernant le Venezuela mais grâce à cette visite, le tournant « post-trump » qui apparaissait lentement dans l'attente des élections de mi-mandat en novembre, s'est précipité catégoriquement dans une situation de guerre et de hausse incontrôlable des prix du pétrole.

Après que le président Joe Biden, mardi soir, ait salué dans un communiqué, la libération par Caracas de 2 citoyens étasuniens, une nouvelle sorte de relations pourrait débuter entre les 2 pays, au moins pour un moment, dans un monde très changeant.

Les Etats-Unis ont baissé le ton arrogant de leur relation avec le Venezuela dans la mesure où certaines choses sont à présent plus importantes. Face à la nouvelle situation de guerre et à la situation de l'économie mondiale, Washington n'a pas eu de démangeaisons pour fermer soudainement le cycle du trumpisme au Venezuela bien qu'ainsi, il doive changer les acteurs chargés de faire « l'intérim. »

Cette visite met en évidence le fait que le Gouvernement parallèle de Juan Guaidó appartient au passé, pas à cause de sa force réelle qui a toujours été très faible mais pour avoir quitté le seul endroit où il était fort : le répertoire des discours de Washington.

Au contraire, c'est un autre scénario qui est apparu dans lequel l'image du Venezuela et du Gouvernement lui-même est « rationalisée, » si on préfère « humanisée » par le même bureau qui les criminalisait et les faisait passer pour pathologiques.

De sorte que la rencontre de Miraflores amène de nouveaux scénarios qui changent l'image du Venezuela et la diatribe contre le pays.

1. Reconnaissance de fait de la présidence de Maduro

La commission étasunienne était dirigée par Juan González, le représentant de la Maison Blanche pour les Amériques, ce qui signifie que le fait qu'il se soit rendu à Miraflores signifie que le bureau présidentiel de Biden reconnaît la présidence de Maduro, ce que Washington s'était refusé à faire depuis 2019.

A partir de cela, on pourrait s'attendre à un rétablissement petit à petit, bien que lent, des relations entre les 2 pays et à un retour des ambassades. Tout un chemin protocolaire.

Il s'agit maintenant de considérer que le Venezuela peut redevenir une source fiable de pétrole pour les Etats-Unis pendant les prochaines années. Et pour Caracas, il s'agit d'un retour probable de sa principale activité économique à la normale avec tout ce que cela implique après 8 ans d'une grave crise lors de laquelle son industrie est passée d'un état de fatigue à une phase presque terminale : sanctionnée, endettée et assiégée.

Ainsi, Maduro a à présent la possibilité d'achever son second mandat avec un pays stable et une économie améliorée de façon évidente.

Le Venezuela veut récupérer son marché et les Etats-Unis leur fournisseur le plus proche.

Par conséquent, la reconnaissance de Maduro est à la fois une reconnaissance du pays, de son importance géostratégique et de sa capacité constituée.

2. Réalignement de l'opposition

Une autre modification intéressante que cette réunion a amenée est interne à l'opposition elle-même.

Il y a quelques jours, l'ambassadeur des Etats-Unis pour le Venezuela, James Story, a rencontré les gouverneurs d'opposition et le dirigeant Stalin González, proche de l'ancien candidat à la présidence Henrique Capriles.

Et Guaidó n'agit plus. A sa place, de nouveaux acteurs apparaissent qui vont gagner de la représentativité. On peut dire que c'est la fin définitive des dirigeants radicaux de « l'intérim » (la plupart à l'étranger) et l'urgence, à présent, acceptée par Washington, est qu'une opposition modérée prenne vie dans le pays.

En tout cas, la négociation n'a pas pour modérateurs des personnages du Gouvernement parallèle mais est un face à face entre la Maison Blanche et Miraflores.

Pour sa part, Maduro a parlé d'un « reformatage » du dialogue avec l'opposition qui déterminera les prochains événements que vivra le pays.

3. Réalignement géopolitique

Evidemment, ce réalignement est géopolitique, il découle de l'intervention de la Russie en Ukraine.

Si le Gouvernement de Biden veut surmonter le trumpisme et augmenter son influence dans la région, il va devoir reconnaître une nouvelle réalité qui, au moins pour l'heure, est très différente de celle qui avait engendré le Groupe de Lima et de ce style de gouvernements qui ont appuyé leurs relations avec le Venezuela sur la base des ordres de Washington.

Les Etats-Unis vont réclamer ce qu'ils ont toujours considéré comme leur « arrière-cour » mais maintenant, ils ne peuvent plus le faire avec le gourdin. L'Amérique Latine est une région qui s'est transformée et actuellement, ses gouvernements ont viré à gauche.

La neutralité du président du Brésil, Jair Bolsonaro, est une preuve du désalignement de la région sur Washington.

4. Le pétrole et le Venezuela

Le plus important dans ce début de dialogue est le fait de considérer le Venezuela comme une source de pétrole pour les Etats-Unis comme c'était le cas pendant les 100 dernières années jusqu'à ce que Trump mette en place sa politique d'isolement et de sanctions.

La dépendance envers le pétrole a déterminé les apogées et les chutes de l'histoire économique du Venezuela.

Après plusieurs années de crise dans son industrie et de sanctions de Washington, l'Occident rappelle que les principales réserves de pétroles se trouvent au Venezuela. Le pays a une capacité installée qui pourrait contribuer à faire baisser la pression sur les marchés qui, ces jours-ci, réagissent aux sanctions contre la Russie. De plus, le Venezuela pourrait redevenir un fournisseur fiable.

Cela a des conséquences inestimables au Venezuela où la vie économique, caractérisée des dernières années par l'hyperinflation et une profonde crise, pourrait se régulariser plus rapidement que prévu.

Traduction Françoise Lopez

Une coalition se développe à New York



Brooklyn Borough Hall, 6 mars 2022 (Photo: G. Dunkel)

Par Greg Dunkel

Une coalition croissante d'étudiants, de communautés et de travailleurs a organisé un grand rassemblement le 6 mars sur des demandes liées aux établissements d'enseignement de la ville de New York. Après s'être réunis au Brooklyn Borough Hall, les participants ont marché sur le pont de Brooklyn jusqu'à Foley Square à Manhattan.

Les principaux organisateurs du rassemblement et de la coalition étaient le Professional Staff Congress-City University of New York (American Federation of Teachers Local 2334), United University Professions (AFT Local 2190) et CUNY Rising Alliance, une coalition de plus de 30 étudiants, travailleurs et les organisations communautaires "qui se battent pour une CUNY gratuite et de haute qualité".

Environ 600 personnes ont entendu James Davis, président du PSC-CUNY, et Fred Kowal, président de l'UUP, expliquer les besoins des étudiants et des travailleurs qu'ils représentent dans diverses institutions et comment le budget en attente de l'État de New York devrait reconnaître ces besoins. Un certain nombre de syndicats ont envoyé des délégations de solidarité, notamment Teamsters Local 237, représentant les travailleurs de la New York City Health and Hospitals Corporation, et AFSCME District Council 37, le plus grand syndicat d'employés du secteur public de la ville. les principaux organisateurs du rassemblement et de la coalition étaient le Professional Staff Congress-City University of New York (American Federation of Teachers Local 2334), United University Professions (AFT Local 2190) et CUNY Rising Alliance, une coalition de plus de 30 étudiants, de travailleurs et des organisations communautaires *« qui se battent pour une CUNY gratuite et de haute qualité »*.

Workers world 11 mars 2022

Suite de la page (5)

et la culture de l'autre en folklore. La pandémie a fait sa part, produisant une biopolitique nue exclusive et insensible, dit Dilla Alonso.

William Charpentier, coordinateur de l'Office national des migrations et des réfugiés, a estimé qu'"à chaque fois que l'idée de construire un mur frontalier apparaît dans le monde", elle suscite "le ressentiment, la xénophobie et le racisme". En République dominicaine, a-t-il dénoncé, il y a une "persécution permanente", avec des déportations massives d'immigrants sans papiers et des empêchements aux migrants légaux de renouveler des documents ou de louer un logement. Le capitalisme néolibéral construit sa propre logique des frontières, les multiplie et les transforme à partir de l'accumulation et des réseaux de pouvoir qui la garantissent. Pour cette raison, il perfore les frontières internationales pour laisser passer des flux croissants de marchandises et, en même temps, érige des murs pour prévenir les « nouvelles menaces ».

Les frontières deviennent des filtres qui optimisent les passages, transformant les travailleurs en étrangers, les marchandises en contrebande et la culture de l'autre en folklore. La pandémie a fait sa part, produisant une biopolitique nue exclusive et insensible, dit Dilla Alonso.

Contrairement aux grandes villes, la dynamique à la frontière est différente, avec un échange commercial très vivant et des gens qui traversent des deux côtés pour travailler et rentrent chez eux en fin de journée. « *Il y a un échange informel constant qui ne peut être considéré comme de la contrebande. S'il est bloqué, vous allez avoir des flux de migration inverse des villes frontalières vers les zones urbaines* », a-t-il prévenu.

Josué Gastelbondo, chef de la mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Saint-Domingue, a souligné que « *des secteurs comme l'agriculture et la construction nécessitent de la main-d'œuvre étrangère* » et a indiqué que l'idéal est que "des mesures comme celle-ci augmentent le contrôle aux frontières" sont complétées *« par des mesures qui favorisent une migration régulière et ordonnée »*.

***Victoria Korn**. Journaliste vénézuélien, analyste des questions d'Amérique centrale et des Caraïbes, associé au Centre latino-américain d'analyse stratégique (CLAE)

CLAE 9 mars 2022

Suite de la page (12)

programme d'armes biologiques et chimiques en Ukraine ?

La réalité incontestable est que - malgré les conventions internationales de longue date interdisant le développement d'armes biologiques - tous les grands pays puissants mènent des recherches qui, à tout le moins, ont la capacité d'être converties en armes biologiques. Les travaux menés sous le couvert de la "recherche défensive" peuvent être, et sont parfois, facilement convertis en armes interdites. Rappelons que, selon le FBI, les attaques à l'anthrax de 2001 qui ont terrorisé la nation provenaient d'un chercheur de l'armée américaine, le Dr Bruce Ivins, travaillant au laboratoire de recherche sur les maladies infectieuses de l'armée américaine à Fort Detrick, dans le Maryland. Il prétendait que l'armée menait "simplement" des recherches défensives pour trouver des vaccins et d'autres protections contre l'anthrax armé, mais que pour ce faire, l'armée devait créer des souches d'anthrax hautement armées, qu'Ivins a ensuite libérées comme arme.

Un programme de 2011 de PBS Frontline sur ces attaques à l'anthrax explique : "En octobre 2001, le Dr Paul Keim, microbiologiste de l'Université Northern Arizona, a identifié que l'anthrax utilisé dans les lettres d'attaque était la souche Ames, un développement qu'il a décrit comme "effrayant" parce que cette souche particulière a été développée dans des laboratoires du gouvernement américain." S'adressant à Frontline en 2011, le Dr Keim a expliqué pourquoi il était si alarmant de découvrir que l'armée américaine avait cultivé des souches aussi hautement létales et dangereuses dans son laboratoire, sur le sol américain :

Nous avons été surpris que ce soit la souche Ames. Et cela nous a fait froid dans le dos, car la souche d'Ames est une souche de laboratoire qui avait été développée par l'armée américaine comme souche de résistance au vaccin. Nous savions qu'elle était très virulente. En fait, c'est la raison pour laquelle l'armée l'a utilisée, car elle représentait un défi plus puissant pour les vaccins développés par l'armée américaine. Il ne s'agissait pas d'un type aléatoire d'anthrax que l'on trouve dans la nature ; il s'agissait d'une souche de laboratoire, et c'était très important pour nous, car c'était le premier indice qu'il pouvait s'agir d'un événement bioterroriste.

Cette leçon sur les graves dangers de la recherche à double usage sur les armes biologiques a été réapprise au cours des deux dernières années à la suite de la pandémie de COVID. Bien que les origines de ce virus n'aient pas encore été prouvées par des preuves concluantes (rappelez-vous que les vérificateurs de faits ont déclaré très tôt qu'il était définitivement établi qu'il provenait d'un transfert entre espèces et que toute suggestion d'une fuite de laboratoire était une "théorie de la conspiration", avant que la Maison Blanche de Biden n'admette, au milieu de l'année 2021, qu'elle ne connaissait pas les origines du virus et n'ordonne une enquête pour déterminer s'il provenait d'une fuite de laboratoire), ce qui est certain, c'est que l'Institut de virologie de Wuhan manipulait diverses souches de coronavirus pour les rendre plus contagieuses et plus mortelles. La justification était que cela était nécessaire pour étudier la manière dont des vaccins pourraient être développés, mais quelle que soit l'intention, la culture de souches biologiques dangereuses a la capacité de tuer un grand nombre de personnes. Tout cela montre que des recherches classées comme "défensives" peuvent facilement être converties, délibérément ou non, en armes biologiques extrêmement destructrices.

À tout le moins, la révélation surprenante de Nuland révèle, une fois de plus, à quel point le gouvernement américain est et a été, pendant des années, fortement impliqué en Ukraine, sur la partie de la frontière russe que les fonctionnaires et les universitaires américains de tous horizons ont mis en garde pendant des décennies comme étant la plus sensible et la plus vulnérable pour Moscou. C'est Nuland elle-même, alors qu'elle travaillait pour le département d'État d'Hillary Clinton et de John Kerry sous le président Obama, qui a été fortement impliquée dans ce que certains appellent la révolution de 2014 et d'autres le "coup d'État" qui a entraîné un changement de gouvernement en Ukraine, passant d'un régime favorable à Moscou à un régime beaucoup plus favorable à l'UE et à l'Occident. Tout cela s'est déroulé alors que la société énergétique ukrainienne Burisma versait 50 000 dollars par mois non pas au fils d'un fonctionnaire ukrainien mais au fils de Joe Biden, Hunter : un signe de qui exerçait le vrai pouvoir à l'intérieur de l'Ukraine.

Mme Nuland a non seulement travaillé pour les départements d'État d'Obama et de Biden pour gérer la politique ukrainienne (et, à bien des égards, l'Ukraine elle-même), mais elle a également été conseillère adjointe à la sécurité nationale du vice-président Dick Cheney, puis ambassadrice du président Bush auprès de l'OTAN. Elle est issue de l'une des familles royales néoconservatrices les plus prestigieuses d'Amérique ; son mari, Robert Kagan, était cofondateur du célèbre groupe néoconservateur et belliciste Project for the New American Century, qui préconisait un changement de régime en Irak bien avant le 11 septembre. C'est Kagan, avec l'icône libérale Bill Kristol, qui (avec l'actuel rédacteur en chef de The Atlantic Jeffrey Goldberg), a été le principal responsable du mensonge selon lequel Saddam travaillait main dans la main avec Al-Qaïda, un mensonge qui a joué un rôle clé pour convaincre les Américains que Saddam était personnellement impliqué dans la planification du 11 septembre.

Le fait qu'une néoconservatrice comme Nuland soit admirée et habilitée indépendamment du résultat des élections montre à quel point les ailes de l'establishment des deux partis sont unifiées et en phase lorsqu'il s'agit de questions de guerre, de militarisme et de politique étrangère. En effet, le mari de Nuland, Robert Kagan, signalait que les néocons soutiendraient probablement Hillary Clinton à la présidence - le faisant en 2014, bien avant que quiconque n'imagine Trump comme son adversaire - en se basant sur la reconnaissance que le parti démocrate était désormais plus accueillant à l'idéologie néocon que le Parti Républicain, où le néo-isolationnisme de Ron Paul puis de Trump se développait.

Vous pouvez voter contre les néocons tant que vous voulez, mais ils ne disparaissent jamais. Le fait qu'un membre de l'une des familles néoconservatrices les plus puissantes des États-Unis dirige la politique ukrainienne des États-Unis depuis des années - passant de Dick Cheney à Hillary Clinton et Obama et maintenant à Biden - souligne le peu de dissidence qui existe à Washington sur ces questions. C'est la grande expérience de Nuland dans l'exercice du pouvoir à Washington qui rend sa confession d'hier si surprenante : c'est le genre de choses sur lesquelles les gens comme elle mentent et dissimulent, pas qu'ils admettent. Mais maintenant qu'elle l'a admis, il est crucial que cette révélation ne soit pas enterrée et oubliée.

Glenn Greenwald 9 mars 2022
Traduction : Viktor Dedaj
Le Grand soir 10 mars 2022

Suite de la page (13)



À l'investiture de Volodymyr Zelensky, en mai 2019, les États-Unis étaient représentés par le secrétaire à l'énergie, Rick Perry, ancien gouverneur du Texas

étatsunien si la Russie (ou la Chine) et 15 pays organisaient des exercices militaires à Durango, au Mexique, qui est à peu près à la même distance (600 km) des États-Unis que Lviv l'est de la frontière russe, et, en outre, envoyant des milliards de dollars d'armes à ce pays voisin. Les États-Unis se sentent déjà menacés par les caravanes de pauvres immigrants qui se dirigent vers le nord.

Le 19 février, Zelensky a pris la parole lors de la 58e conférence de Munich sur la sécurité, où les dirigeants occidentaux discutent des menaces et des dangers. Le président ukrainien a demandé *"'des délais clairs et réalisables' pour que l'Ukraine rejoigne l'alliance militaire de l'OTAN dirigée par les États-Unis, ainsi que 'des "mesures spécifiques', faisant allusion aux demandes de l'Ukraine pour encore davantage d'assistance militaire et économique"*.

Le 21 février, lors de la réunion du Conseil de sécurité nationale, les Russes ont conclu qu'il était inutile de poursuivre la diplomatie, mais ils ont également vu le temps filer, l'Occident renforçant militairement l'Ukraine. Ils ont senti que leur fenêtre d'opportunité se fermait. Ils savaient le risque qu'ils couraient – de bien d'autres sanctions économiques et de l'opprobre internationale – mais ils ont estimé que le coût de ne rien faire maintenant était plus élevé que le coût de faire quelque chose.

Le jour même de la réunion sur la sécurité, Poutine a donné une suite favorable au récent vote du 15 février de la Douma russe en reconnaissant les Républiques populaires autoproclamée de Donetsk et de Louhansk. Trois jours plus tard, le 24 février, les chars russes entraient en Ukraine dans le but de renverser le gouvernement et d'assurer la neutralité de l'Ukraine.

3) Un piège ?

Désormais, certains observateurs parlent de piège, car la Russie a été attaquée par des sanctions d'une *"sévérité inédite"* et *"si rapides et totales"* qui font que Philippe Raxhon, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Liège en Belgique, se demande: *"quel est le but réel de ces sanctions? Combattre un autocrate belliqueux ou mettre à bas un rival historique, en particulier des Etats-Unis ?"*

En janvier dernier, Michael Klare, professeur d'études sur la paix et la sécurité mondiale à Five Colleges à l'Université du Massachusetts à Amherst (Massachusetts) et correspondant pour la défense du magazine The Nation, a déclaré ceci à propos de l'encerclement actuel de la Chine: *"Le gigantesque projet de loi sur la défense de 2022 - adopté avec un soutien écrasant des deux partis politiques B fournit un plan détaillé pour enfermer la Chine dans un réseau potentiellement étouffant de bases étatsuniennes, de forces militaires et d'États partenaires de plus en plus militarisés. L'objectif est de permettre à Washington de barricader l'armée de ce pays à l'intérieur de son propre territoire et de* ***paralyser potentiellement son économie*** *en cas de crise future. Pour les dirigeants chinois, qui ne peuvent certainement pas tolérer d'être encerclés de cette manière, c'est* ***une invitation ouverte à****... eh bien, il ne sert à rien de ne pas être direct...* ***se battre*** *pour sortir de l'encerclement"*.

De hauts responsables étatsuniens utilisent le mot "provocation", et en premier nul autre que l'actuel directeur de la CIA, William J. Burns, sous-secrétaire puis secrétaire d'État par intérim sous George W. Bush et Obama, qui *"a mis en garde contre l'effet* ***provocateur*** *de l'expansion de l'OTAN sur la Russie depuis 1995"*. Lorsque l'administration du président Bill Clinton a décidé d'intégrer la Pologne, la Hongrie et la République tchèque à l'OTAN, Burns, alors responsable politique à l'ambassade des États-Unis à Moscou, a écrit que la décision était *"au mieux prématurée, et au pire* ***inutilement provocatrice****"*.

Les provocations ont conduit à une première attaque, en 2014. Ted Galen Carpenter, chercheur principal en études de défense et de politique étrangère au Cato Institute de Washington DC, a déclaré que *"l'ingérence* ***scandaleusement arrogante*** *de l'administration Obama dans les affaires politiques internes de l'Ukraine en 2013 et 2014 pour aider les manifestants à renverser le président ukrainien pro- russe élu a été la* ***provocation la plus effrontée****"*, menant à l'annexion de la Crimée.

Puis, après le sommet de l'OTAN de 2016 à Varsovie, en Pologne, Mikhaïl Gorbatchev, le dernier dirigeant soviétique loué pour avoir mis fin sans effusion de sang à la guerre froide, a déclaré que *"la rhétorique à Varsovie est criante d'intention de pratiquement déclarer la guerre à la Russie. Ils ne parlent que de défense, mais en fait ils préparent une offensive"*.

Si tel est le cas, c'était une manœuvre brillante: faire sentir à la Russie que les États-Unis ne répondent qu'à la force (parler de paix mais faire la guerre, comme ils le font avec la Palestine), renforcer militairement l'Ukraine, enflammer les parties avec des nouvelles d'une invasion imminente, poussant les Russes dans une impasse. **Ils perdraient de toute façon, militairement s'ils ne réagissaient pas, ou économiquement et politiquement s'ils réagissaient.** La Russie a réagi.

C'est la dernière étape de cette ère post-guerre froide qui a commencé avec la Russie espérant, ironiquement, devenir membre de l'OTAN, surtout en 1993 sous Boris Eltsine. Au lieu de cela, sous la poussée des États-Unis qui avaient peur d'une Europe unie de l'Atlantique à l'Oural, selon la fameuse doctrine "diviser pour régner", l'Occident a tourné le dos à la Russie, la considérant comme une menace pour la démocratie, et l'a soudoyée avec une aide financière pendant ces années post-soviétiques difficiles pour qu'elle accepte que ses anciens alliés rejoignent l'OTAN. Dans son récent livre "One Inch: America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate", Mary Elise Sarotte, professeure d'études historiques à l'Université Johns Hopkins, affirme que *"Washington a gagné sa bataille d'élargissement* [de l'OTAN], *mais d'une certaine manière cela a conduit à une confrontation, et non à une coopération, avec Moscou"*. Comme l'a écrit un commentateur belge: *«C'est un peu comme battre son chien en disant qu'il est méchant. Puis un jour il vous mord, et vous dites : voilà la preuve de sa méchanceté"*.

4) **Egoïsme et impuissance de l'OTAN, et le sacrifice d'encore une population.**

Construisez l'Ukraine, puis désertez-la. Un aspect important qui a irrité – et surpris – les gens du monde entier est la non-implication des forces de l'OTAN en Ukraine, y compris le fait de ne pas imposer de zone d'exclusion aérienne et de ne même pas transférer les avions polonais MiG-19, sous prétexte que l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN. Pourtant, ils sont entrés en Afghanistan - bien loin du territoire de l'Alliance! - lorsque les États-Unis ont dit que les Talibans constituaient une menace pour leur sécurité, invoquant l'article 4 de la charte. Mais dans ce cas-ci, ils doivent faire face à la Russie. Et ils n'ont jamais eu l'intention – ni les ressources, ni même la coordination comme l'a révélé la débâcle afghane – d'aider l'Ukraine. Ainsi, Scott Ritter, ancien marine US et inspecteur nucléaire de l'ONU en Irak, demande aux États-Unis la raison de ces années de renforcement militaire: *"Pourquoi avez-vous développé militairement l'Ukraine comme ça si vous ne les laisserez jamais être membre et vous savez que les Russes en ont fait leur ligne rouge, ce qui n'est pas nouveau. Nous avons préparé l'Ukraine dès le début pour qu'elle soit le bouc émissaire"*. Alors pourquoi? Pour frapper son adversaire déclaré, la Russie, sans s'impliquer, aux dépens de la population ukrainienne.

Après douze jours de combat, Zelensky l'a finalement compris. Dans une interview exclusive accordée à ABC News le 7 mars, il a déclaré que son état d'esprit avait changé «après que nous ayons compris que l›OTAN n›était pas prête à accepter l›Ukraine», et il a ajouté: «L›alliance a peur des controverses et de la confrontation avec la Russie». Il a également signalé une certaine flexibilité sur les questions de base, affirmant que l'Ukraine était prête à *"discuter avec la Russie de l'avenir de la Crimée et du Donbass"*. Bien sûr, l'ancien comédien est très doué pour plaider et pousser le monde (il n'arrête pas de répéter que ceci est tout autant une attaque contre l'Europe et le monde) et on pourrait l'interpréter comme une menace: Si vous ne m'aidez pas, je vais changer de camp !

Comme l'a conclu le professeur Raxhon s'il s'agit des États-Unis visant à faire tomber la Russie: *"l'Ukraine aura alors vécu deux malheurs historiques, celui d'être envahie et celui d'être un prétexte"*.

Fin

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondé la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Philistin DECIMUS d'avec son épouse née Rachelle MAXI pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Nord de Port-au-Prince , de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ;Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt janvier deux mille vingt deux, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY Greffier du siège

Il est ordonné.....etc. ..

En foi de quoi. ...etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère public Maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondé la dite action ;Admet en conséquence le divorce du sieur Claude CHARLES d'avec son épouse née Cassandra LUMA pour abandon du toit marital et incompatibilité de caractères aux torts de l'épouse ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Marc de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Wilkenson ALTIME pour la signification de ce jugement de ce jugement ;Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me Fleurimond EXIME, av juge en audience civile ordinaire et publique en date du Quinze Mai deux mille dix huit, en présence de Me Grand Pierre ESTIME, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Huguens D'HAÏTI

Il est ordonné....etc.....

En foi de quoi......etc.... ..

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public le Tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse ; Admet le divorce de la dame Fahenda RENOIS d'avec son époux le sieur Guichard ZAMOR ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existants entre eux pour incompatibilité de caractères et injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux ,ce, conformément aux termes des articles 217 et suivants du code civil ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Compense les dépens en raison de la qualité des parties ;Commet l'huissier Jacob MEDE de ce Tribunal pour la signification du présent jugement

Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me. Sully L. GESMA Juge en audience civile, ordinaire et publique du lundi vingt trois (23) mars deux mille vingt et un (2021), en présence de Me Rebecca Luc Micheline Belton VERDINER et Jean Claude JEAN ANTOINE Substitut-Commissaire avec la participation du sieur Daniel ANDRIEN, greffier du siège

Il est ordonné.... etc....

En foi de quoi.. ...etc ....

Edzer MEDE

Officier de l'état civil de Thomazeau

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen .Le Ministère public, entendu maintient le défaut de comparaître contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondé la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Frantz PERVIL d'avec son épouse née Cassandra DOLCE, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Pétion-ville de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Cartz Edzerd Rebecca de ce siège pour la signification de ce jugement ;Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt janvier deux vingt deux, en présence de Me JEAN ROLEX MEROVE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance de MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné... etc ...

En foi de quoi. ...etc. ...

Me David LAFORTUNE

point les États occidentaux sont sensibles lorsqu'il s'agit de transférer des échantillons biologiques de leurs citoyens à l'étranger. Et il y a une bonne raison à cela : théoriquement, des échantillons peuvent être utilisés pour créer des agents biologiques capables de cibler sélectivement différentes populations ethniques.

L'activité des laboratoires biologiques en Ukraine, que nous suivons depuis 2014, et le programme américain de prétendue réforme du système de santé ukrainien ont déclenché une incidence croissante incontrôlée d'infections dangereuses et économiquement impactantes en Ukraine. Il y a une augmentation du nombre de cas de rubéole, de diphtérie, de tuberculose. L'incidence de la rougeole a augmenté de plus de 100 fois. L'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'Ukraine court un risque élevé d'épidémie de poliomyélite. Il est prouvé qu'à Kharkov, où se trouve l'un des laboratoires, 20 soldats ukrainiens sont morts de la grippe porcine en janvier 2016, 200 autres ont été hospitalisés. En mars 2016, 364 personnes au total étaient mortes de la grippe porcine en Ukraine. Par ailleurs, des foyers de peste porcine africaine surviennent régulièrement en Ukraine. En 2019, il y a eu une épidémie d'une maladie qui présentait des symptômes similaires à la peste.

Alors que les États-Unis eux-mêmes ont mis fin à la recherche biologique à des fins militaires sur leur territoire en raison des risques élevés qu'elle représentait pour la population américaine, les autorités de Kiev ont en fait accepté de transformer leur pays en un site d'essais biologiques et de faire utiliser leurs citoyens comme sujets d'essais potentiels. Ces expériences porteuses de risques potentiels à l'échelle nationale se sont poursuivies pendant des années. Cela prouve une fois de plus le cynisme des financeurs occidentaux de Kiev qui ne cessent de crier sur tous les toits qu'ils se soucient du sort des Ukrainiens.

Comme l'a rapporté Reuters, l'OMS a recommandé à l'Ukraine d'éliminer ses stocks d'agents pathogènes pour éviter d'éventuelles fuites qui pourraient déclencher la propagation de la maladie parmi la population. On ne sait pas avec certitude si Kiev s'y est conformée.

Les documents que notre ministère de la Défense s'est procuré prouvent que toutes les recherches sérieuses à haut risque dans les laboratoires biologiques ukrainiens ont été directement supervisées par des experts américains bénéficiant de l'immunité diplomatique. Notre ministère de la Défense rapporte qu'en ce moment, le régime de Kiev, comme l'exigent les financiers occidentaux, dissimule à la hâte toutes les traces afin que la partie russe ne puisse pas obtenir de preuves directes de la violation par les États-Unis et l'Ukraine de l'article 1 de la BTWC. Ils se précipitent pour arrêter tous les programmes biologiques. Le ministère ukrainien de la Santé a ordonné d'éliminer les agents biologiques déposés dans les biolabs à partir du 24 février 2022. Nous déduisons des instructions au personnel de laboratoires que l'ordre d'élimination des collections suggérait qu'elles devaient être détruites irrévocablement. Après avoir analysé les certificats de destruction, nous pouvons dire que le laboratoire de Lvov a détruit à lui seul 232 conteneurs contenant des agents pathogènes de la leptospirose, 30 – de la tularémie, 10 – de la brucellose, 5 – de la peste. Au total, plus de 320 conteneurs ont été éliminés. Les titres et les quantités excessives d'agents pathogènes donnent à penser que ces travaux ont été effectués dans le cadre de programmes biologiques militaires.

Permettez-moi maintenant de m'adresser séparément à nos collègues européens. Toutes ces années, il y avait un site de tests biologiques dangereux aux portes de l'Union Européenne. Nous appelons à penser à une véritable menace biologique pour la population des États européens qui pourrait être posée par la propagation incontrôlée d'agents biologiques en provenance d'Ukraine. Comme nous le savons de notre expérience avec COVID-19, cela ne peut pas être arrêté. Si tel est le cas, cela englobera toute l'Europe.

Les représentants américains sont plutôt confus lorsqu'ils parlent de l'implication des États-Unis dans l'activité biologique sur le territoire de l'Ukraine. Lors des auditions du Congrès américain le 8 mars, la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland a en effet confirmé qu'il existait en Ukraine des biolabs où des recherches biologiques à fins militaires avaient été menées. Lorsque le sénateur Marco Rubio lui a demandé si l'Ukraine possédait des armes biologiques et chimiques, elle a répondu que l'Ukraine disposait d'installations de recherche biologique qui « ne devraient pas tomber entre les mains des forces russes ».

Dans le même temps, le Département d'État s'en tient au fait qu'il n'y aurait pas de laboratoires biologiques contrôlés par les États-Unis en Ukraine. D'où une question à la délégation américaine. Comment cela concorde-t-il avec l'accord de 2005 entre le département américain de la Défense et le ministère ukrainien de la Santé concernant la coopération dans le domaine de la prévention de la prolifération des technologies, des agents pathogènes et de l'expertise pouvant être utilisés dans le développement d'armes biologiques ? Ce document est disponible sur Internet. Selon l'article 3 de cet accord, le département américain de la Défense peut fournir une assistance au ministère ukrainien de la Santé dans le domaine de la « recherche biologique coopérative, de la détection et de la réponse aux agents biologiques menaçants » en ce qui concerne les « agents pathogènes dangereux situés dans les installations de Ukraine ».

Nous soulignons que les menaces biologiques défient toutes les frontières. Aucune région du monde ne peut se sentir totalement en sécurité aujourd'hui. Les États-Unis supervisent plusieurs centaines de biolabs dans 30 pays, notamment au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud-Est et sur le pourtour de l'ex-URSS. Washington n'accepte pas de les soumettre à une vérification internationale. À partir de 2001, il a empêché l'élaboration d'un protocole contraignant à la BTWC qui devrait prévoir un mécanisme de vérification fiable pour contrôler le respect de la Convention par les États. Cela ne peut que nous faire penser que les États-Unis ont quelque chose à cacher. J'invite les collègues de ces régions à réfléchir au type d'activité que Washington mène sur leurs territoires et aux conséquences que cela peut avoir pour la population.

Nous prévoyons la réaction de nos collègues occidentaux qui diront certainement que ces informations sont toutes fausses et de la propagande russe. Cependant, ce genre de vœux pieux n'aidera guère les Européens, si l'Ukraine et ses États voisins connaissent des épidémies de maladies dangereuses qui se propageraient ensuite au-delà de leurs frontières. Ce risque semble plutôt réel si l'on tient compte de l'intérêt considérable que les groupes radicaux et nationalistes ukrainiens portent à la recherche d'agents pathogènes dangereux qui a été menée en Ukraine dans l'intérêt du département américain de la Défense. Nous avons des informations selon lesquelles le Pentagone a ordonné à ses protégés ukrainiens qu'en cas d'incident, ils devraient immédiatement accuser les forces armées russes qui auraient lancé des frappes contre des installations de recherche et médicales, ou tout imputer aux « équipes subversives russes ».

Le ministère russe de la Défense continue d'analyser la situation biologique en Ukraine et tous les matériaux entrants. Ce que nous avons partagé aujourd'hui est une petite partie des informations dont nous disposons. Nous partagerons les détails sous peu en tant que documents officiels du CSNU afin que vous puissiez les étudier.

Nous nous sentons obligés de tenir le Conseil de sécurité informé de la situation des activités biologiques à des fins militaires américaines en Ukraine qui créent des risques réels pour la paix et la sécurité internationales. Nous avons l'intention de revenir bientôt sur ce sujet. Nous n'excluons pas la possibilité d'activer les mécanismes prévus par les articles 5 et 6 de la BTWC. Pour l'instant, nous aimerions entendre les réponses de la partie américaine aux questions que nous avons posées.

Merci.

Droit de réponse :
Monsieur le Président,

Quels sont les enseignements de cette discussion ? Comme nous le supposions, aucun de nos collègues n'a abordé le point que nous avons soulevé.

Alors que mon collègue américain nous assénait des accusations (de manière assez prévisible) de propagande, deux choses me sont venues à l'esprit. Le premier est un proverbe russe qui peut être grossièrement traduit par « un esprit coupable n'est jamais à l'aise ». Plus nos collègues crient fort lorsqu'ils tentent sans fondement de rejeter la faute sur nous, plus nous pensons avoir touché une corde sensible lorsque nous avons dénoncé leurs indignes activités en Ukraine. Deuxièmement, vous ne pouvez pas vous empêcher de rappeler un autre épisode qui a été mentionné à plusieurs reprises dans divers contextes. Je fais allusions au fameux tube de laboratoire de C. Powell qu'il a montré dans cette même pièce et qui a servi de raison formelle à l'invasion américaine de l'Irak qui a causé un nombre énorme de victimes et de dégâts. Il a touché toute la région et a déclenché entre autres la création de l'organisation terroriste ISIL. Notre collègue albanais a parlé aujourd'hui d'une boîte de Pandore. Eh bien, c'était une boîte de Pandore. Beaucoup d'entre vous ont dit ne pas être au courant des programmes biologiques de l'Ukraine, mais cela ne veut pas dire qu'ils n'existaient pas. La recherche militaire est une entreprise secrète. Ceux qui y étaient engagés ne le signaleraient pas à l'USG Nakamitsu [NDLR : Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires de désarmement].

Pensez à Raqqa et Mossoul qui ont été rasés. La coalition dirigée par les États-Unis a enterré des milliers de vies civiles sous les ruines de ces villes. Des cadavres sont restés sous les décombres pendant plusieurs mois, et je ne me souviens pas que nos collègues aient déversé leur juste colère à ce sujet. Nous l'avons soulevé à plusieurs reprises lors des réunions du CSNU, mais le sujet s'est tout simplement éteint et personne n'a voulu y revenir. Cependant, pas un jour ne passe sans spéculations sur les atrocités des forces russes, les attaques quotidiennes contre les hôpitaux, les jardins d'enfants, les écoles, les maternités, l'utilisation des bombes à fragmentation, que notre ministère de la Défense a réfutés à plusieurs reprises.

La maternité n°1 de Marioupol est devenue proverbiale à cet égard. Permettez-moi de vous demander : avez-vous écouté ce que nous avons dit ici le lundi 7 mars ? Il s'agissait de militants et de radicaux transformant ce bâtiment en poste de tir. Nous avions alors mis en garde contre cela, mais vous ne vouliez pas écouter, et vous ne voulez pas écouter ce que nous disons. Vous avez vu des photos de la maternité prétendument touchée par une bombe ou un missile. Je les ai aussi ici. Elles montrent un bâtiment, sans fenêtre mais pas en ruine. Je parie que vous pouvez imaginer ce qui aurait dû arriver à un bâtiment touché par une bombe ou un missile, ainsi qu'à tous ceux qui se trouvaient à l'intérieur. J'ai des photos et des séquences vidéo de l'intérieur du bâtiment. Il montre un désordre, des meubles éparpillés à l'envers et des chaises intactes.

Permettez-moi de demander à nouveau : pouvez-vous imaginer quel genre de dégâts auraient été infligés par une bombe ou un tir de missile ? Les experts militaires pourraient vous le dire. En fait, ils l'ont déjà fait. Ils ont montré une photo du cratère à côté du bâtiment. Selon toutes les indications, il a été causé par une explosion souterraine. En attendant, on nous parle de 17 personnes blessées dans cet immeuble, et aucune n'a été tuée. Pour preuve, nous sommes censés accepter des photos mises en scène de la blogueuse ukrainienne Marianna Podgurskaya prises par le journaliste de l'AP Evgeniy Maloletka. D'ailleurs, les internautes ont déjà découvert qu'elle incarne différentes femmes sur différentes photos.

Nous sommes consternés par la campagne ignoble et sale qui ternit l'armée russe, accusée d'avoir délibérément attaqué des installations civiles. Vous nous accusez de faux et de propagande, mais vous ignorez une quantité écrasante de faux, reproduits par des centres ukrainiens et occidentaux pour des opérations psychologiques spéciales. En même temps, vous gardez honteusement le silence sur le fait que vous avez presque coupé l'accès aux sources d'information russes. Au cours de ces journées, nous avons beaucoup appris sur la liberté d'expression dont vous vous considérez comme les champions.

Permettez-moi de répondre à mon collègue britannique qui a cité, de manière incomplète comme d'habitude, les propos du ministre Lavrov selon lesquels nous n'avons pas déclenché de guerre. Voici la citation complète : « Nous n'avons pas commencé la guerre, nous voulons y mettre fin ». En effet, elle n'a pas été lancée par nous, elle a été lancée il y a huit ans par les autorités de Kiev dans le Donbass.

Hier, une vidéo a été mise en ligne sur Internet montrant des Ukrainiens en uniforme militaire quelque part près de Kharkov, qui auraient abattu des avions russes à partir d'un lanceur de défense aérienne portable. À proximité, il y a un véhicule blanc (apparemment une Toyota) avec des insignes de l'ONU. Vraisemblablement, ces personnes sont arrivées sur les lieux par ce véhicule. Nous avons déjà interrogé des représentants du Secrétariat de l'ONU à ce sujet, mais nous avons été rassurés sur le fait que les véhicules de l'ONU n'étaient pas utilisés par les Forces de défense territoriale ukrainiennes (des véhicules de l'ONU auraient déjà été utilisés à Kramatorsk). Nous insistons pour que les Nations Unies enquêtent sur cet incident. Même s'il s'avère que cette voiture n'est pas un véhicule de l'ONU, l'utilisation des insignes de l'ONU sur les moyens de transport utilisés dans les hostilités est inacceptable.

Merci.

Source : Déclaration du Représentant permanent Vassily Nebenzia Via Le Média en 4-4-2 Réseau International 13 mars 2022

L'Amérique latine rejette l'aide des États-Unis



La représentante Lisa McClain



Le général Laura J. Richardson

Par Kawsachun News

L'Amérique latine et les Caraïbes s'associent à la Chine pour des projets de développement de plusieurs milliards de dollars, tout en refusant l'aide proposée par les États-Unis.

21 des 31 pays de la région, amis ou ennemis de Washington, ont rejoint l'initiative "Belt and Road" (BRI), au grand dam des législateurs américains. La représentante Lisa McClain a cherché à expliquer ce phénomène lors de l'audition de la commission des services armés de la Chambre des représentants, cette semaine, sur les défis de la sécurité nationale et l'activité militaire en Amérique du Nord et du Sud. McClain, une républicaine représentant le Michigan, a fait remarquer l'échec du U.S. Build Act (2018), qui avait été introduit dans une tentative du Congrès de contrer la BRI de la Chine.

McClain a décrit un scénario de refus du Build Act dans son interrogation de la secrétaire adjointe à la Défense pour la défense intérieure, Melissa Dalton : « *D'après ce que je peux dire, et je peux me tromper, mais il semble que les nations sous-développées soient peu intéressées par l'utilisation du Build Act américain par rapport à la Chine. Pourquoi pensez-vous que ces nations ont été si hésitantes à utiliser les États-Unis pour aider à financer leurs initiatives ? »*

« Nous offrons de l'aide... et ils ne la prennent pas. Donc quand je parle... c'est comme si nous devions fournir de l'aide. Nous devons fournir de l'aide. Nous devons fournir de l'aide. Puis nous fournissons de l'aide et ils n'en veulent pas. Alors, c'est vraiment le problème ou il y a quelque chose qui m'échappe ? »

« Mais nous devons les éloigner de la Chine et de nos adversaires et nous devons passer un peu de temps sur le pourquoi, parce que ce n'est vraiment pas... » a déclaré McClain, avant d'être arrêtée par le président de la réunion, son temps de parole étant écoulé.

Pour sa part, Mme Dalton a répondu qu'elle devait s'en remettre au Département d'État, « *qui est en première ligne pour s'engager avec les partenaires sur cette question particulière* ».

suite à la page(18)

Entretien avec le dirigeant syndical vénézuélien Oswaldo Vera !

Par Geraldina Colotti

Le II Congrès de la classe ouvrière a été un tournant, au cours duquel le président Maduro a accepté toutes les propositions et les a relancées dans le cadre des 3R.filets : revoir, renaître, révolutionner dans la nouvelle étape de la transition vers le socialisme (filets). Nous avons discuté de ces propositions avec Oswaldo Vera, député à l'Assemblée nationale, ancien ministre du Travail, coordinateur de l'événement.

Geraldina Colotti : Le II Congrès se poursuit tout au long de l'année. Quelles sont les attentes ?

Oswaldo Vera : Nous préparons le grand saut de la classe ouvrière vénézuélienne. Nous venons d'un processus de résistance au blocus dans lequel l'impérialisme aurait voulu nous pousser à une confrontation violente, au contraire nous avons résisté et sommes en train de nous remettre de la pandémie, dans laquelle la classe ouvrière a joué un rôle important. Aujourd'hui, nous pensons que le moment est venu de la contre-offensive. Nous avons ouvert un large débat qui porte d'abord sur l'Etat, pour approfondir la révolution, pour avancer vers la transition vers le socialisme. Nous avons besoin d'un État plus efficace. Dans le cadre des 3R.filets, en ce qui concerne la Révision, nous devons revoir le fonctionnement de nos institutions, de nos ministères, qui tardent encore à réagir, afin de rétablir le bien-être des travailleurs.

Geraldina Colotti : Par exemple, les travailleurs licenciés par Polar qui attendent depuis 6 ans que leurs droits soient reconnus ? Pourquoi cela prend-il si longtemps?

Oswaldo Vera : Parce que l'État est lent, les tribunaux prolongent la décision, il y a des choses qui ne vont pas du point de vue administratif. Cela fait également partie de notre proposition, de rechercher des mécanismes plus rapides qui permettent, dans le cadre de la loi organique du travail, de ne pas recourir aux tribunaux. En plus du blocus, les travailleurs souffrent également de l'inefficacité de certains fonctionnaires. Une lutte éthique contre la corruption et l'indolence est nécessaire et les travailleurs doivent être plus critiques et dénoncer. Il faut concrétiser la proposition d'Etat ouvrier-paysan-communal que nous avons présentée. Le deuxième axe concerne l'économie, le changement de modèle économique. Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas continuer avec le modèle rentier, dépendant uniquement du pétrole. En tant que classe ouvrière, nous avons proposé à l'exécutif et à l'Assemblée que le leadership fondamental soit un modèle beaucoup plus avancé pour diversifier notre économie. Nous l'avons déjà montré pendant la pandémie et



Le dirigeant syndical vénézuélien Oswaldo Vera

suite à la page(18)

Les syndicats en grève dans les mines d'or sud-africaines

Le Syndicat national des mineurs (NUM), affilié à IndustriALL Global Union, ainsi que d'autres syndicats, sont en grève pour faire valoir leurs revendications salariales après l'échec des négociations dans les mines d'or de Sibanye Stillwater.

La grève a débuté le 9 mars par le poste de nuit après la cinquième proposition de Sibanye Stillwater sur les négociations salariales, qui n'a pas répondu aux revendications et ait été rejetée par les syndicats.

Auparavant, le NUM avait organisé des rassemblements conjoints avec d'autres syndicats, dont l'UASA, affilié d'IndustriALL, en raison du refus de la compagnie minière de satisfaire aux revendications salariales. Des négociations ont également eu lieu devant la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage (CCMA), mais elles ont été tirées en longueur et aucun accord n'a été trouvé.

La CCMA a entériné le constat d'échec, position qui permet aux syndicats d'émettre un préavis de grève de 48 heures. Selon le droit du travail sud-africain, les conflits du travail peuvent être soumis à la CCMA pour conciliation.

Le NUM nous a fait savoir que les syndicats revendiquent une augmentation de 1.000 rands (65 dollars) par mois pour les mineurs de surface et de fond et de 6 % pour les métiers techniques, les autres fonctions dans la mine et les postes administratifs.

William Mabapa, Secrétaire général ff du NUM, a déclaré : « *Les mineurs sont déterminés à poursuivre leur action de grève jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. Le syndicat a mesuré l'arrogance des employeurs qui maintiennent qu'ils sont inébranlables dans leur offre de 5 % et de 700 rands (46 dollars), soit des salaires de misère. Cependant, le NUM est lui aussi inébranlable dans ses revendications pour un salaire décent.*

Le NUM a été réticent à entreprendre des actions de grève dans le cadre de ces négociations, mais étant donné l'arrogance de Sibanye Stillwater, le syndicat est obligé de s'engager dans une grève nationale qui changera à jamais le paysage de l'exploitation aurifère. Les capitaines d'industrie se sont continuellement octroyés d'énormes boni alors que les mineurs gagnent des salaires de misère. »

Glen Mpufane, Directeur d'IndustriALL pour le secteur des mines, a pour sa part indiqué que : « *Nous soutenons cette grève en faveur de salaires décents pour les travailleurs et travailleuses des mines d'or de Sibanye Stillwater et félicitons le NUM pour sa solidarité avec les autres syndicats. L'unité syndicale est importante dans cette grève. En outre, elle vise également à préserver les acquis tels qu'ils figurent dans les conventions collectives existantes entre l'employeur et les syndicats*, »

Sibanye Stillwater, qui emploie 31.000 personnes pour l'extraction de l'or, exploite également des métaux platineux en Afrique du Sud et aux États-Unis. L'entreprise est également impliquée dans l'exploitation de métaux destinés aux batteries. La société est cotée en bourse de Johannesburg et de New York.

IndustriAll 10 mars 2022



Rassemblements conjoints du Syndicat national des mineurs (NUM) avec d'autres syndicats, dont l'UASA

France : Non à l'interdiction du mouvement de solidarité avec la Palestine



Le 24 février 2022, le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin annonçait avoir demandé la dissolution du « Comité Action Palestine », ainsi que d'une autre association, le « Collectif Palestine Vaincra ». Le 9 mars, le gouvernement a confirmé son tournant répressif en prononçant la dissolution administrative des deux associations.

Communiqué de Maître William BOURDON et Maître Vincent BRENGARTH, Conseils du Comité Action Palestine :

Mercredi 9 mars 2022, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin vient d'annoncer sur Twitter, la dissolution du Collectif Palestine Vaincra pour « appel à la haine, à la violence et à la discrimination ». Nous sommes scandalisé·e·s par cette décision purement politique et dénonçons une attaque en règle pour délit d'opinion !

Durant trois années, le Collectif Palestine Vaincra, en soutenant le peuple palestinien, a clairement affiché et défendu ses positions antiracistes et anticolonialistes et souhaite les réaffirmer ici. À travers cette attaque scandaleuse et ces accusations abjectes, Emmanuel Macron et le gouvernement cherchent à bâillonner l'ensemble du mouvement de solidarité avec la Palestine et poursuivent leur soutien inconditionnel à Israël et à la colonisation illégale de la Palestine.

La dissolution qui touche aujourd'hui le Collectif Palestine Vaincra est un pas de plus dans la criminalisation du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. Et c'est bien l'ensemble des organisations anticolonialistes et antiracistes qui sont visées aujourd'hui.

Plus que jamais nous devons faire front contre cette offensive liberticide gravissime et cette atteinte aux droits les plus élémentaires de la liberté d'expression. Le Collectif Palestine Vaincra est aujourd'hui dissout mais le combat continue puisque nous irons prochainement nous défendre au Conseil d'État.

Nous appelons donc l'ensemble des organisations, collectifs et individu·e·s à se mobiliser pour dénoncer une fois de plus cette dissolution ! Le Collectif Palestine Vaincra invite tous ses soutiens à organiser des actions et rassemblements dans les jours à venir ! Nous ne céderons pas !

Vive la lutte du peuple palestinien !

Palestine vivra, Palestine vaincra !
Le Collectif Palestine Vaincra
10 mars 2022 – CAP & CPV
Chronique de la Palestine
10 Mars 2022

Les 95 ans de l'ami Belafonte

Par Pedro de la Hoz

Lorsque, le 23 juillet 2020, Harry Belafonte a tenu entre ses mains la médaille de l'Amitié, octroyée par l'État cubain, comme dans les meilleurs films, des séquences inoubliables des moments si nombreux de sa vie où il avait partagé la chance, les convictions et le destin avec les habitants de l'archipel lui sont certainement revenus en mémoire.

Ce jour-là, l'ambassadeur de La Havane à Washington, José R. Cabañas, déclara : « Cette distinction est une reconnaissance de son parcours de solidarité avec Cuba et de son respect et de son admiration pour le processus révolutionnaire cubain. »

À 95 ans, Harry Belafonte, acteur, musicien et militant social étasunien, né le 1er mars 1927 à New York, reste une source d'inspiration pour nombre de ses compatriotes et pour ceux d'entre nous qui apprécient l'artiste exceptionnel, l'être humain extraordinaire et l'ami fidèle.

Un nom ne saurait manquer dans la consolidation d'un lien si particulier : Fidel Castro. Le leader historique de la Révolution et l'acteur et chanteur, compagnon de lutte de Martin Luther King Jr., cultivèrent une relation très étroite, depuis que Belafonte revint à Cuba en 1979, afin de ne pas perdre à l'avenir, tant que sa santé le lui permettrait, la route de La Havane.

Harry avait connu la ville dans les années 50. Auparavant il avait échangé des mots et des expériences avec plusieurs Cubains vivant à New York, et ressenti une affinité pour la musique du pays voisin, notamment après avoir écouté le percussionniste Chano Pozo avec le groupe de Dizzy Gillespie.

Au cours de ces mêmes années, plus que pour ses films, il fut reconnu pour la chanson Mathilda qui pénétra l'imaginaire musical des Cubains de l'époque. Une chanson qui remontait aux environs des années 30, lorsque le pionnier du calypso, le Trinidadien King Radio (qui s'appelait en fait Norman Span) avait sorti la chanson. Belafonte l'enregistra pour la première fois en 1953 et elle devint un succès immédiat, renforcé par son inclusion dans son deuxième album complet chez rca Victor en 1955.

Dans son livre de mémoires, My song, publié en 2011, encore inédit à Cuba dans sa version espagnole, il écrit : « Quand je suis devenu un artiste et que j'ai commencé à avoir une certaine célébrité, je suis allé à Cuba assez régulièrement, avant 59. J'y suis allé avec Sammy Davis Jr, pour écouter Nat King Cole, et pour passer un moment avec Frank Sinatra ; l'endroit où l'on se retrouvait le plus souvent était l'Hôtel Nacional. Tout le monde s'y produisait, sauf moi. Quand ils sont venus me voir – j'avais un contrat de travail, à l'époque de l'ouverture de l'hôtel Habana Riviera –, j'avais fait un mariage interracial, comme on disait à cette époque, si bien que du jour au lendemain je suis devenu persona non grata, à Cuba, partout. »

C'est à ce moment-là qu'il tourna le film de Robert Rossen, Une île au soleil, dans lequel il incarnait un leader syndical noir dans un pays antillais fictif qui avait une liaison amoureuse avec une jeune femme blanche de la haute bourgeoisie (Joan Fontaine). Le film souleva des controverses lors de sa sortie aux États-Unis à la mi-1957, car les élites racistes le considéraient comme une transgression irresponsable. Après le triomphe de la Révolution, en janvier 1959, Fidel, qui était non seulement un lecteur insatiable mais aussi un cinéphile, dans la mesure où ses responsabilités politiques et gouvernementales le lui permettaient, vit le film et en discuta avec Belafonte, devant sa femme Julie et son ami et collègue Sydney Poitier. Fidel et Harry considéraient le racisme et la discrimination fondée sur la couleur de la peau comme des manifestations sociales et culturelles inadmissibles et odieuses.

À cet égard, Belafonte écrivit dans ses mémoires : « De nombreux exilés cubains disent qu'il n'y avait pas de racisme à Cuba avant la Révolution, que Cuba n'a jamais été raciste, jamais comme les États-Unis. Il me semble que Cuba, parmi toutes les îles des Caraïbes, toutes avec des pratiques racistes, fut la plus raciste (...). Par contre, lorsque je suis allé à Cuba après la Révolution, la première chose que j'ai remarquée, c'est le mélange des gens, en particulier parmi les jeunes. Il y avait encore des résidus des anciennes coutumes, mais, lorsque je suis allé à l'université, lorsque je suis allé dans les lieux de culture, lorsque je suis allé dans les crèches, partout où je suis allé à Cuba, parmi les jeunes, j'ai été profondément frappé par la plénitude de l'intégration raciale. (...) Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas de racisme à Cuba, mais il est important de savoir qu'il ne s'agit pas d'une pratique officielle de l'État, ni d'une institutionnalisation. »



Fidel Castro et l'acteur et chanteur étasunien Harry Belafonte étaient liés par une étroite amitié

Ce sont précisément les facteurs objectifs et subjectifs qui favorisent la reproduction des attitudes racistes et discriminatoires dans la vie cubaine et la lutte pour les éradiquer en tant que partie inaliénable du projet révolutionnaire cubain, qui occupèrent le dialogue entre Fidel et Belafonte à plus d'une occasion. Des informations sur la mise en œuvre, ces deux dernières années, du Programme national contre le racisme et la discrimination raciale, une plate-forme de travail d'inspiration fidéliste évidente, ont été adressées à l'ami étasunien.

Harry Belafonte apporta également une contribution inestimable au démantèlement des préjugés et à la défense de la culture hip-hop, et en particulier du rap, sur la scène cubaine. Lors de l'un de ses voyages à la fin du siècle dernier, il rencontra des rappeurs noirs qui lui confièrent leur difficulté à être reconnus par les institutions culturelles et que de ce fait ils se présentaient sur la scène underground.

Des années plus tard, interviewé par la militante étasunienne Sandra Levinson, il déclara : « Je vais vous dire quelque chose qui m'a beaucoup impressionné : j'ai fait l'expérience de la culture hip-hop des rappeurs cubains. (...) J'ai été surpris par leur nombre et par le manque d'information de la hiérarchie des milieux culturels cubains sur toute la culture de la musique hip-hop. Après avoir rencontré des artistes hip-hop à La Havane, j'ai eu un entretien avec Abel Prieto lors d'un déjeuner organisé par Fidel Castro, et nous avons commencé à parler de ce genre musical. Lorsque je suis revenu à La Havane quelques années plus tard, des membres de la communauté hip-hop sont venus me voir et nous avons passé un moment ensemble. Ils m'ont remercié avec enthousiasme et je leur ai demandé pourquoi. Ils m'ont répondu : "votre conversation avec Fidel et le ministre de la culture au sujet du hip-hop a conduit à la création d'une agence spéciale au sein du ministère. (...)" Ce qui me semble important, c'est l'ouverture d'esprit des dirigeants à ce phénomène appelé hip-hop, alors qu'aux États-Unis, nous faisons beaucoup pour diaboliser cette culture, et nous n'avons même pas de ministère de la culture »

En témoignage de sa solidarité indéfectible et de son sens de la justice, il convient de rappeler ses paroles d'inauguration du meeting qui se tint à l'église de la Réconciliation de New York le 27 septembre 2003. Ce jour-là, il exigea la libération des Cinq antiterroristes cubains condamnés à de lourdes peines de prison aux États-Unis. Il affirma : « Ce qui se passe avec notre politique à l'égard de Cuba n'a rien à voir avec le style étasunien, ce n'est pas la vraie voix du peuple étasunien, ce n'est pas la vraie voix de ceux d'entre nous qui croient profondément aux droits de tous les peuples, à la liberté de toutes les personnes et à la démocratie. (...) Il y a beaucoup de choses à dire à propos du gouvernement cubain, du peuple cubain et de ce qu'ils ont accompli, que beaucoup d'entre nous ici essayent encore d'obtenir. »

Pourquoi son soutien au peuple cubain ? « Je ne le vois pas comme un effort suprême », a-t-il dit, « c'est une forme de vie : si vous croyez à la liberté, si vous croyez à la justice, si vous croyez à la démocratie, si vous croyez aux droits des personnes, si vous croyez à l'harmonie de toute l'humanité. »

Fidel est présent pour lui, comme l'a déclaré Estela Bravo : « Fidel est Fidel. Unique pour son époque, sa présence dans le monde a amélioré la vie de millions de personnes. »

Granma 10 mars 2022

Suite de la page (17) L'Amérique latine rejette l'aide des États-Unis

Le nouveau chef du Commandement sud des États-Unis (SOUTHCOM), le général Laura J. Richardson, a déclaré que quatre mois après son entrée en fonction, « *la plus grande révélation pour moi a été la mesure dans laquelle la Chine et la Russie étendent agressivement leur influence dans notre voisinage* ».

Selon les chiffres du général Richardson, la République populaire de Chine a investi 72 milliards de dollars sur une période de cinq ans (2017-2021) en Amérique latine et dans les Caraïbes : « *C'est hors normes et je peux lire quelques projets, les plus préoccupants que j'ai sont les 6 milliards et les projets spécifiquement près du canal de Panama. Et je regarde les lignes de communication stratégiques : le canal de Panama et le détroit de Magellan. Mais pour ne citer que quelques projets, la centrale nucléaire en Argentine, 7,9 milliards ; l'autoroute en Jamaïque, 5,6 milliards ; la raffinerie d'énergie à Cuba, 5 milliards ; l'autoroute au Pérou, 4 milliards ; le barrage d'énergie en Argentine, 4 milliards ; le métro en Colombie, 3,9 milliards ; le chemin de fer de marchandises en Argentine, 3 milliards. Ce ne sont pas de petits projets qu'ils mettent en œuvre dans cette région. Cette région est riche en ressources.* »

Ce ne sont pas seulement le développement et les infrastructures du Sud qui ont affolé les législateurs américains. La mission spatiale de la Chine, sa capacité militaire, ses cyber-capacités et ses relations étroites avec un ensemble de pays d'Amérique latine ont également été évoquées comme des motifs d'inquiétude pour Washington, qui est désormais troublé par la diminution de son influence sur l'ensemble du continent américain. Le général Richardson a également noté que les alliés des États-Unis renforcent leur coopération avec la Russie, déclarant que « *les récentes visites des présidents du Brésil et de l'Argentine avec Poutine en Russie démontrent un élargissement potentiel inquiétant des liens russes dans la région* », en plus des récentes visites d'une délégation russe de haut niveau au Venezuela, au Nicaragua et à Cuba.

Sur le plan militaire, le commandant du SOUTHCOM a indiqué que la coopération russe en matière de défense et de renseignement avec Cuba, le Nicaragua et le Venezuela constituait une préoccupation immédiate pour les États-Unis.

Alors que le sujet de l'audition était "*Les défis de la sécurité nationale et l'activité militaire en Amérique du Nord et du Sud*", aucun pays n'a été mentionné plus que la Russie, mentionnée 82 fois, et la Chine, qui a été mentionnée 50 fois, au cours de la session.

Kawsachun News 8 mars 2022
Traduction Viktor Dedaj
Le Grand soir 13 mars 2022

Suite de la page (17)

contre le confinement : on peut faire beaucoup avec peu. Aujourd'hui, nous avons un plan de substitution des importations dans nos entreprises récupéré par l'État vénézuélien dans lequel nous voulons un contrôle ouvrier plus efficace. Nous pensons qu'il est temps de récupérer le salaire et les belles réalisations obtenues avant le confinement.

Geraldina Colotti : Et au niveau international ? Quelle est la stratégie pour faire entendre la voix du Venezuela aux travailleurs des soi-disant « sociétés complexes » ?

Oswaldo Vera : Nous devons faire plus pour développer la politique internationale avec nos frères et sœurs de classe à travers le monde. Nous avons vu comment le gouvernement argentin de Macri a planifié une invasion de notre pays à travers le Brésil et la Colombie, et comment il a manqué une réaction forte de la classe ouvrière argentine ou brésilienne. Nous devons progresser à la fois dans l'unité latino-américaine et dans la révélation de la vérité au monde. Nous savons que l'un des éléments est l'utilisation de la technologie. Aujourd'hui il y a tout un appareil qui frappe plus que des coups de canon et parfois on s'est limité à la défensive. L'une des lignes que nous avons proposées implique la nécessité de revoir la politique des relations internationales, dans le sens où il faut construire le dialogue et l'organisation avec tous les secteurs populaires, pas seulement avec les gouvernements. Nous demandons que le Congrès ne se tienne pas seulement avec les travailleurs vénézuéliens, mais qu'il soit plus ouvert aux travailleurs du monde, afin qu'ils écoutent et soutiennent notre vérité cachée par les médias hégémoniques. Et, enfin, il faut consolider l'organisation, faire le bilan des 10 dernières années de notre syndicat.

Geraldina Colotti : Dans quels termes ? Quelle est la relation entre le parti et le syndicat ?

Oswaldo Vera : Il faut comprendre que, contrairement aux autres révolutions promues par le parti, dans le processus bolivarien, le parti se construit au milieu d'une révolution qui a pris la voie électorale comme route principale. La déclaration de principe de notre Livre rouge dit que le parti est un parti ouvrier, un parti prolétarien qui groupe autour de lui d'autres sujets. Cependant, la présence de la classe ouvrière doit être mieux qualifiée. Cela fait partie du débat que nous montons pour présenter une ligne de travail qui part de la classe ouvrière. Nous voudrions qu'en plus du Jpsuv, l'organisation de jeunesse, il y ait aussi l'Opsuv, les travailleurs du PSUV avec leur propre niveau d'autonomie et d'action : pour vraiment convertir le parti en parti prolétarien et continuer à avancer vers le socialisme. L'histoire et l'héritage de Chávez, recueillis par le président Maduro, nous disent que sans la classe ouvrière, il n'y a pas de socialisme. Certes, il faut reconnaître que c'est grâce à la conscience et à la solidité de la classe ouvrière qu'une action contre le gouvernement a pu être empêchée. Cependant, nous pensons qu'il est nécessaire de placer les structures syndicales à la hauteur du saut nécessaire. Il faut reconnaître les erreurs, avoir une organisation qui unit les Conseils Productifs des travailleurs, le Cptt, les Conseils des Délégués, qui soit liée aux Conseils communaux, aux entreprises productives, et aux entreprises d'Etat. Il faut faire un bilan au nom des 3R.nets et une politique de formation : politique, idéologique et aussi technique. Nous appelons les travailleurs du monde à nous soutenir.

Geraldina Colotti : Le Congrès a également la Plate-forme ouvrière anti-impérialiste (Pcoa), qui a également ses articulations en Europe et qui participe au contre-sommet de l'OTAN à Madrid fin juin. Comment voyez-vous la situation économique, les vents de guerre et les "sanctions" contre la Russie qui remettent en cause le schéma déjà appliqué au Venezuela ?

Oswaldo Vera : En tant que mouvement de classe, nous devons d'abord prendre position pour la paix. Les vents de guerre qui soufflent en Europe sont causés par un empire en déclin qui ne veut pas abandonner ses visées hégémoniques, et cela doit être dénoncé dans toutes les enceintes internationales. Lutter pour la paix, c'est être solidaire des peuples encerclés et agressés comme les Russes. La Russie a joué un rôle d'équilibre fondamental en contrant, avec la Chine, les objectifs hégémoniques des États-Unis et de l'Europe. Un peuple comme les Russes, qui ont subi 20 millions de morts pendant la Seconde Guerre mondiale, a le droit de se défendre contre le nazisme.

Résumé latino-américain
14 mars 2022

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

BUYING / SELLING

Happy Jack® Skin Balm provides relief for dogs & cats from hot spots, flea bites, and food allergies without steroids. At Tractor Supply® (www.fleabeacon.com)

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Drink "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

IMMEDIATE OPENINGS - Monticello Central School Living Environment/ General Science Teacher (MS) GRANT FUNDED POSITIONS Special Educations Social Studies Teacher (7-12) Social Studies Teacher (7-12) Special Education ELA Teacher (7-12) NYS Certification Required Please apply online by Apr 8th at https://monticelloschools.tedk12.com/hire EOE

HELP WANTED

DISTRICT OPENINGS - Monticello Central School Elementary Teacher Leave Replacement Positions through June 2022 Elementary Math/Science Teacher (MS) NYS Certification Required Please apply online by Mar 22nd at https://monticelloschools.tedk12.com/hire EOE

HOME IMPROVEMENT

Eliminate gutter cleaning forever! LeafFilter, the most advanced debris-blocking gutter protection. Schedule a FREE LeafFilter estimate today. 15% off and 0% financing for those who qualify. PLUS Senior & Military Discounts. Call 1-877-763-2379

HOME IMPROVEMENT

Never Pay For Covered Home Repairs Again! Complete Care Home Warranty COVERS ALL MAJOR SYSTEMS AND APPLIANCES. 30 DAY RISK FREE. $200.00 OFF + 2 FREE Months! 866-440-6501

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

HOME IMPROVEMENT

The Generac PWRcell, a solar plus battery storage system. SAVE money, reduce your reliance on the grid, prepare for power outages and power your home. Full installation services available. $0 Down Financing Option. Request a FREE, no obligation, quote today. Call 1-888-871-0194

REAL ESTATE

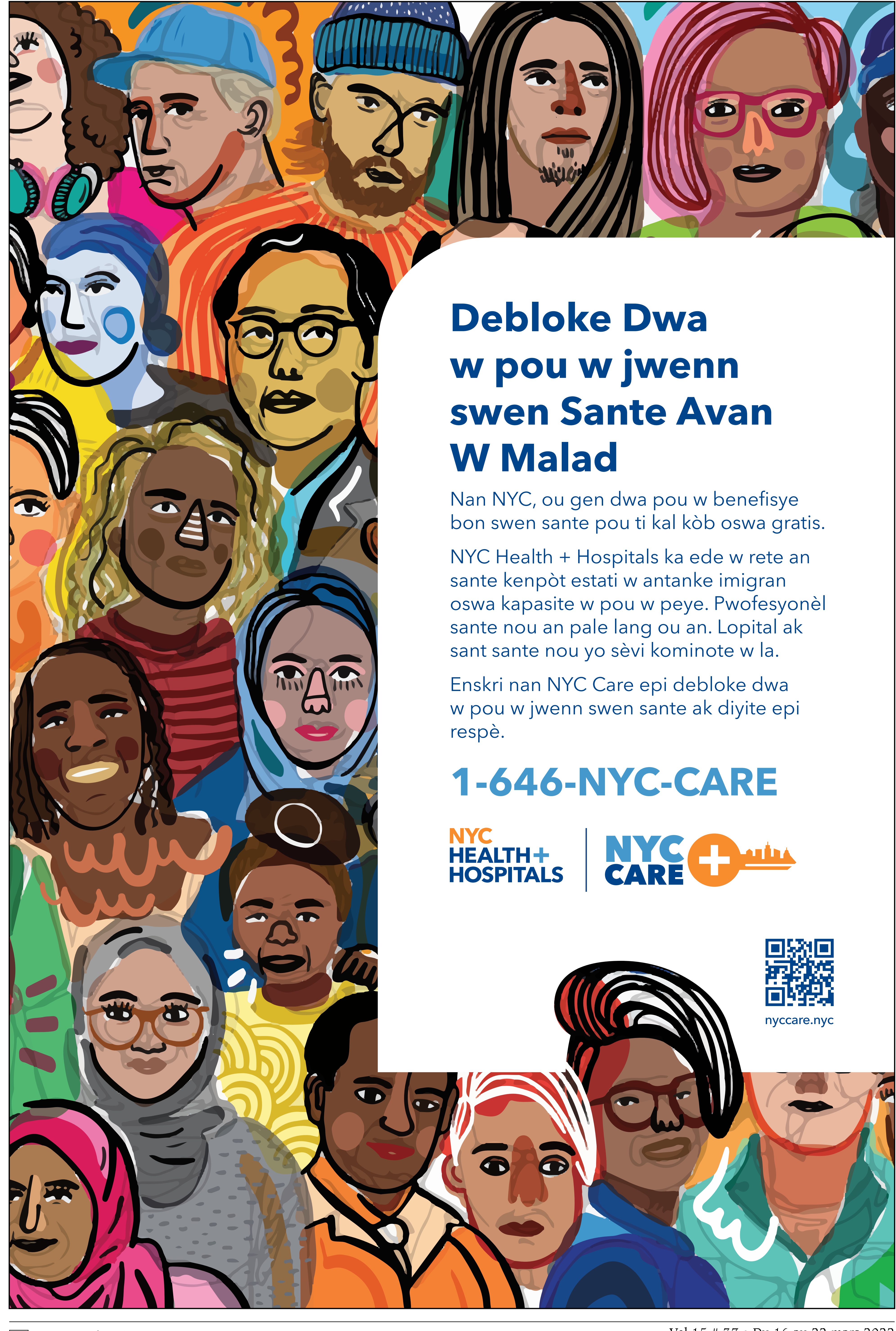
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of full/partial week rentals. FREE Color Brochure. Holiday Real Estate, Inc: 1-800-638-2102 Online reservations: www.holidayoc.com. $75 discount - new rentals. Code: "ToTheOcean2022" Expires 05-01-2022)

TV INTERNET PHONE

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

TV INTERNET PHONE

DISH TV $64.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. Promo Expires 1/21/23. 1-888-609-9405.



Debloke Dwa w pou w jwenn swen Sante Avan W Malad
Nan NYC, ou gen dwa pou w benefisye bon swen sante pou ti kal kòb oswa gratis.
NYC Health + Hospitals ka ede w rete an sante kenpòt estati w antanke imigran oswa kapasite w pou w peye. Pwofesyonèl sante nou an pale lang ou an. Lopital ak sant sante nou yo sèvi kominote w la.
Enskri nan NYC Care epi debloke dwa w pou w jwenn swen sante ak diyite epi respè.
1-646-NYC-CARE
NYC HEALTH+ HOSPITALS
NYC CARE
nyccare.nyc